

Rapport d'activités 2018

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France [FCSF]



Une année de mobilisations dans notre réseau

p. 8

Une escale et on repart !



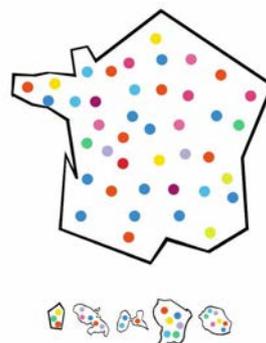
p.18

Mettre en oeuvre notre projet fédéral



p.41

Accompagner et animer le réseau fédéral



p.49

Renforcer nos partenariats et nos alliances



Sommaire

Introduction générale	2
L'année 2018 en photos	7
Dossier : Une escale et on repart !	8
Bilan 2018 - Mettre en œuvre le projet fédéral	18
Être en phase avec les questions sociales	20
Accès aux droits et justice sociale	20
Territoires, centres sociaux et habitant.e.s	21
Jeunesse et engagement	24
Des parents acteurs et reconnus	26
Culture et pouvoir d'agir	26
Faire ressource dans le réseau	27
Favoriser l'apprentissage de nouveaux savoir faire	28
Autour du pouvoir d'agir	28
L'activité d'organisme de formation	30
Autour d'autres démarches de sensibilisation et formation	31
Un chantier national pour Fosfora :	
Renforcer le pouvoir d'agir des habitants dans le pilotage de notre réseau	31
Influer sur les politiques publiques	32
Porter nos analyses et propositions dans l'élaboration des politiques publiques	32
Partager le regard des habitants et interpellier sur les effets de l'action publique	34
Une démarche au long cours.....	35
Développer des relations presse pour faire connaître nos pratiques et nos analyses	36
Au sein du réseau, communiquer et partager la richesse de nos approches	37
Informier, partager et donner de la visibilité au réseau	37
Capitaliser et nourrir	38
Accompagner et animer le réseau fédéral	41
Animer le réseau et agir ensemble	41
Appuyer et accompagner les fédérations et les dynamiques fédérales	42
Appuyer les adhérents directs et territoires non pourvus d'organisation fédérale	46
Association et appui à la construction des espaces de coopération « Grandes régions »	47
Renforcer nos partenariats et nos alliances	49
Dans le cadre du dialogue sur les conventions qui nous lient à des institutions	49
Dans le cadre de l'élaboration de politiques publiques	51
Dans le cadre d'alliances et coopérations avec des réseaux associatifs	51
Une représentation dans des instances nationales	51
Pilotage et animation de la FCSF	53
Un Conseil d'administration « politique » et un Bureau « stratégique »	53
Des groupes stratégiques et thématiques	54
Des évolutions dans l'équipe professionnelle	54

Introduction : une année très politique au sein du réseau



Alain Cantarutti, Délégué général de la FCSF

Tout au long de l'année, le Conseil d'administration national a porté des positionnements politiques qu'il a partagés avec le réseau.

En effet, nous l'avons vu, notre environnement est en forte mutation, la société bouge. De nombreuses fédérations ont sollicité la FCSF sur des questions politiques : quel positionnement du réseau sur le mouvement des gilets jaunes ? Quel positionnement sur le plan pauvreté ou la COG ? Quel positionnement sur la question des Espaces de Vie Sociale ?

Le CA national a systématiquement pris ces sujets à bras le corps afin de pouvoir proposer un regard national sur ces questions. Il s'agissait de proposer une vision en tenant compte du rôle de la FCSF de « garant du sens » avec une grande conscience de la spécificité de notre réseau : un positionnement national n'a pas pour but d'être imposé aux fédérations mais plutôt de donner des repères ; chaque fédération est ensuite libre d'adhérer, d'amender ses positionnements en fonction de ses propres approches et spécificités locales.

Nous allons tenter de poursuivre cette façon de faire dans le respect de l'autonomie

de chaque fédération dans un dialogue permanent, avec une volonté de trouver le chemin d'un équilibre fécond !

Mais nous portons la conviction que lorsque le contexte est complexe, lorsque les choses s'accroissent, il est important de prendre le temps de la réflexion et de proposer des positionnements politiques à notre réseau... en s'appuyant sur nos forces : notre projet et notre histoire !

Nous avons pu expérimenter l'utilité de ces positionnements politiques notamment à l'occasion du mouvement des « Gilets jaunes ». Si ce mouvement pose un grand nombre de questions, il révèle des insatisfactions sur le fonctionnement de notre démocratie et révèle des envies de plus de justice sociale. Ces questions nous concernent, elles sont au cœur de notre projet fédéral ; elles sont en phase avec nos valeurs. Si chaque centre social a des spécificités locales, le CA national a proposé à chaque territoire de se questionner, de s'emparer des questions posées par ce mouvement social particulier et de débattre ou de créer les conditions du débat à chaque fois que cela était possible. Nous avons ainsi pris notre part et été présents dans cette actualité qui questionne fondamentalement

notre démocratie, notre vivre ensemble. Il est à noter qu'un grand nombre de « concertations » nationales se sont également déroulées en 2018 : renouvellement des Conventions d'Objectifs et de Gestion de la CNAF et de la CNAV, Plan Pauvreté, Politique de la Ville, vie associative, parentalité... Nous avons été présents dans ces concertations en nous appuyant et en défendant, ici aussi, la spécificité du projet centre social : accueil universel, aller vers, une attention particulière aux personnes les plus en difficulté, animation du territoire... Nous pensons avoir réussi – avec nos faibles moyens – à porter la singularité de notre projet dans tous ces espaces !

L'année 2018 a également été l'année de la réorganisation interne de la FCSF afin de nous rendre toujours plus proche de notre réseau et de ses réalités : de nouvelles modalités d'appui au réseau, un accueil revisité, une priorisation de chantiers et de groupes de travail pour nous rendre plus accessibles et plus lisibles. Vous nous direz au cours de l'année 2019 si nos paris sont gagnants ! Enfin, 2018 fut l'année de notre « Escalé » !

Nous nous sommes retrouvés à 600 en Flandre Maritime pour affirmer collectivement les enjeux de la deuxième partie de notre projet fédéral : aller plus fort, plus loin sur le développement du pouvoir d'agir des habitants, renforcer le portage politique des centres sociaux par les habitants.

Ces orientations nous donnent la direction. Elles ouvrent la voie pour notre action dans les 4 prochaines années. Avec un mot d'ordre : le pouvoir d'agir des habitants dans leurs vies, dans leur territoire, dans les centres sociaux !

Pour la FCSF, les habitants et leur parole ont également eu une place centrale en 2018 : avec le rapport biennal, la rencontre des Tables de quartier, le soutien aux Conseils citoyens, nous avons, nous aussi, permis à des habitants de s'exprimer, de dialoguer avec des élus, de défendre leur dignité d'acteur de la vie de la cité !

Alain Cantarutti,
Délégué général de la FCSF

2018 : en photos

Petit voyage dans une année d'action de la FCSF, à travers les photos de quelques-uns de nos temps marquants. Un regard subjectif, mais où l'on découvre que l'activité de la FCSF, c'est de l'animation de réseau, de la représentation, du maillage territorial, de la fête, de l'expression et surtout, de l'échange !

Janvier



Rencontre avec le ministre de la ville, Julien Denormandie... en post it bien sûr !

Mars



Conférence de presse sur l'observatoire national des centres sociaux, Senacs, avec la CNAF

Juillet et Août



Le droit aux vacances pour toutes et tous se vit avec les centres sociaux

Février



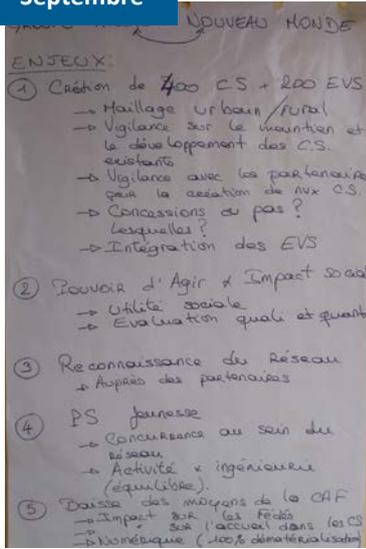
Février... et toute l'année : des acteurs des centres sociaux participant à des programmes européens

Avril



Lancement de la mission autour du développement de centres sociaux en Guyane

Septembre



Rencontre des président.e.s et délégué.e.s

Octobre



Mobilisation des centres sociaux dans l'espace public pour défendre le droit au français pour tous

Novembre



Journée professionnelles de l'animation globale

Octobre



Réseau Jeunes l'égalité, c'est notre genre !

Décembre



Parution du rapport biennal construit à partir de paroles d'habitant.e.s de quartiers populaires

PARTIE

I

LE DOSSIER

**UNE ESCALE ET
ON REPART !**



Pour ce rapport d'activité 2018, la FCSF a choisi de revenir sur l'un des temps forts de l'année : L'Escale. Cet événement, préparé pendant 18 mois, mobilisant plus de 80 bénévoles et salarié.e.s pour la préparation, réunissant plus de 600 acteurs du réseau (et plus de 300 familles !), a été l'occasion de mesurer les avancées du réseau sur le renforcement du pouvoir d'agir des habitants.e.s, l'élan du congrès, partager sur les réalités de ce mouvement de fond, se lancer sur les prochaines étapes, pour transformer la société !

Du Congrès à la Fabrique des Possibles

Lors du 8^{ème} Congrès des centres sociaux, à Lyon en juin 2013, la FCSF avait proposé aux participants, mais plus largement à l'ensemble du réseau, d'interroger leurs pratiques et organisations pour que les centres sociaux soient davantage demain, des espaces de renforcement du pouvoir d'agir des habitants, c'est-à-dire la capacité à transformer ce qui est important pour soi et autour de soi.

Plus de 90 ateliers, 3 plénières, des forums, des intervenants de qualité, des projets précurseurs, le temps du Congrès a permis de vérifier cette hypothèse, cette envie. De juin 2013 à juin 2014, la FCSF a donc écrit son projet fédéral, pour la première fois de manière participative et collective, avec pas moins de 45 déplacements, pour aller à la rencontre des membres du réseau, une Université Fédérale (Dijon en février 2014), des aller-retours avec les conseils d'administration, pour une présentation et un lancement lors de l'Assemblée Générale de Lorient en juin 2014.

Le projet fédéral « La Fabrique des Possibles » était officiellement lancé pour la période 2014-2022.



Une Escale ?

8 ans, ça peut paraître long, mais c'est le temps nécessaire que la FCSF s'est donnée pour accompagner l'évolution des pratiques au sein du réseau des centres sociaux et des fédérations.

8 ans, ça peut paraître long, et c'est pour cela que la FCSF a inscrit dans ce projet un rendez-vous à « mi-parcours », en 2018, l'occasion de faire le point sur le chemin parcouru... et sur celui à parcourir !

L'Escale, dont l'organisation a démarré en septembre 2016, a été pensée comme un temps d'appropriation du projet fédéral par le plus grand nombre, un temps de réflexions sur les évolutions en cours du contexte sociétal et politique autour des centres sociaux, un temps de mobilisation en perspective de 2022 (et du 9^{ème} Congrès d'ici là, mais on y reviendra après).

Pour nourrir les travaux d'organisation et de fond, la FCSF avait mené une évaluation, d'avril à juillet 2017, auprès des fédérations, pour mesurer ce que le projet fédéral national avait fait bouger dans les territoires.

« Jean Bart et les pirates »

La Fédération des centres sociaux du Nord, devenue au cours de la préparation de l'événement l'Union des Centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais (en fusionnant avec la Fédération du Pas-de-Calais, l'Union comporte à présent plus de 170 centres sociaux adhérents), souhaitait accueillir l'Assemblée Générale de la FCSF de 2018...ils n'ont pas été déçus ! Le choix du territoire s'est vite imposé comme une évidence : où faire Escale ? Au bord de la mer ! C'est donc le territoire de Flandre Maritime qui a été retenu, composé d'une trentaine de centres sociaux, petits et grands, urbains et ruraux. Pour rendre honneur à l'engagement des différents centres, et dans l'esprit de faire découvrir aux participants la diversité des territoires, ce n'est pas un lieu central qui a été retenu pour l'événement, mais 3 !

Un vrai défi d'organisation, de mobilisation, que de faire « escale » sur trois sites différents, sur 4 jours. Mais avec l'envie des acteurs locaux, la présence de l'Union régionale et le soutien de Jean Bart, célèbre corsaire, rien n'était impossible !

« Souquez ferme ! »

De février 2017 (visite des différents espaces d'accueil de l'Escale) à mai 2018, ce ne sont pas moins de 60 personnes qui se sont mobilisées sur 11 comités de pilotage locaux (plus 6 comités de pilotage nationaux), et le double de rendez-vous de « commissions » (restauration, projets, communication, animation, transports), faisant de « l'Escale », une véritable aventure collective.

Sous la houlette d'Hervé Haudiquet, délégué territorial à l'Union Régionale Nord-Pas-de-Calais, les bénévoles et salariés des 33 centres sociaux mobilisés ont appris à travailler plus ensemble, initié des projets collectifs au-delà de l'organisation de ce temps fort (centres sociaux connectés, mobilisation pour les emplois aidés).

Et ainsi, le jeudi 31 mai 2018, tout était prêt pour accueillir les 350 participants venus de toute la France pour ce rendez-vous.



« On largue les amarres »

Partant des ressources et de la culture du territoire, l'Escale a démarré à Grande Synthe, au Palais du Littoral, sous une forme atypique, ouverte : **un défilé solidaire** ! Orchestré par le centre social de Loon Plage, et l'incontournable Maria Génot, le rendez-vous « Tout le monde il est beau » a vu défiler pas moins de 200 habitants du littoral, qui avaient pour l'occasion sortis leurs plus beaux costumes. Un démarrage atypique, où les acteurs du réseau, mélangés aux familles venus soutenir les « mannequins », représentaient plus de 700 personnes !

Après ce rendez-vous, **un temps d'échange avec Damien Carême**, maire de Grand Synthe, s'est ouvert autour de l'accueil des migrants, en partant aussi des expériences des centres sociaux en la matière.

Et il était déjà temps de quitter Grande Synthe pour rejoindre Gravelines, deuxième lieu d'accueil de l'Escale, le vendredi 1^{er} juin, pour une journée intense de travaux autour des transformations sociétales en cours. 14 thématiques étaient proposées : évolutions du bénévolat, du monde du travail, du numérique, de l'information, de l'engagement, de l'action publique, etc.

Il y avait de quoi faire ! Partant de leurs connaissances et points de vue (première séquence), les participants ont pu par la suite rencontrer des « experts » du sujet : Sébastien Hovart, Denis Vallance, Alain Foucault, Yveline Nicolas... ils ont tous apporté leur contribution au débat !

Défilé du cœur

Défilé du cœur, comme l'appelle sa fondatrice-animatrice Maria Genot, son âme devrait-on dire. De quoi s'agit-il ? D'un défilé de mode fait à partir de matériaux recyclés, récupérés ou de vêtements donnés par des boutiques généreuses, mais dont les mannequins ne correspondent pas aux critères habituels. Car, en dehors du fait que tout le monde peut y participer, qu'il ne demande que de l'huile de coude, du savoir-faire, de l'envie et beaucoup de... cœur, précisément, le défilé est ouvert aux invisibles, ceux qu'on ne voit ou ne veut pas voir. En effet, parti d'une idée de Maria, alors secrétaire d'accueil du centre social, le concept a connu un succès incroyable et beaucoup de travailleurs sociaux ou en lien avec des personnes fragiles ont compris l'impact qu'il pouvait avoir. Ils ont demandé à Maria son aide pour tenter l'expérience dans leur Ephad, leur IME. Avec chaque fois le même enthousiasme. L'effet boule de neige, ainsi que l'énergie pétillante et intrépide de Maria aidant, tous se sont donc retrouvés sur la scène pour la première soirée de l'Escale : des habitants qui peuvent être jeunes ou vieux, valides ou handicapés, gros ou maigres, bien portants ou atteints de maladies qui les éloignent habituellement des podiums. Un hétéroclite mélange, un ensemble bigarré et joyeux. Pour participer à ce défilé baptisé « Tout le monde il est beau... », ils sont sortis de leur maison de retraite ou de convalescence, lieux où ils ont fait la connaissance de Maria, pour se fondre dans la troupe qui réalise ce show à nul autre pareil.

Pourtant ce qu'a mis en scène Maria n'est pas simple. Le défilé se double de numéros taillés sur mesure pour chacun afin qu'il apparaisse tel qu'il est mais au mieux de lui-même. Avec un grand respect, beaucoup de pudeur et aucun exhibitionnisme. Par exemple la jeune autiste à la voix d'or qui chante si bien ou la star du défilé, une dame d'une vivacité folle qui danse... en fauteuil roulant ! L'équilibre paraît difficile à trouver mais Maria clame haut et fort que, « si, au contraire, c'est très facile, il suffit de faire confiance et d'avoir envie. Une scène, c'est extensible. Les gens qui viennent pour le défilé sont attentifs aux autres. On s'est retrouvés tous ensemble la veille pour la première fois, on n'a même pas eu le temps de répéter et pourtant, quelle réussite, quel bonheur ! »



Un temps de présentation de **l'évaluation faite par la FCSF de son projet fédéral**, nourrie par les démarches réalisées en 2017 et plusieurs rendez vous collectifs (séminaire du CA, rencontres de délégués), a été l'occasion de donner la parole à des élus (Bertrand Ringot, maire de Gravelines), des acteurs engagés du réseau (Solange Bouchet, référente Congrès 2013, François Vercoutère, ancien délégué général de la FCSF), et des alliés comme **Yann le Bossé**, venu du Québec pour être le grand témoin de l'Escale.

4 ans après Lorient, où en est-on ?

Lorient ? Ca ne vous parle pas ? C'est là que s'est tenue en 2014 l'Assemblée Générale de la FCSF où le projet fédéral a été voté. 4 ans après, à l'occasion de l'Escale, le Conseil d'administration et l'équipe de la FCSF ont livré leur regard sur les avancées du projet fédéral. Toile de fond du Congrès de Lyon en 2013, et donc du projet fédéral, le « concept » de développement du pouvoir d'agir s'est largement diffusé dans les travaux, réflexions, formations, animations des fédérations, passant d'une envie à une conviction... Mais ce concept pose toujours question ! Comment faire évoluer nos pratiques, faire reconnaître aux partenaires que c'est aussi le rôle du centre social...

En se formant ! C'est une des fiertés acquises sur ces 4 ans : l'essaimage de la formation-action à visée émancipatrice, parti de Rhône-Alpes pour toucher toute la France, près de 2.000 personnes !

En expérimentant ! De nombreuses démarches « d'aller vers » ont vu le jour, avec d'autres projets concrets autour du concept du DPA, valorisés dans la plateforme nationale « cestpossible.me », qui commence à être appropriée par le réseau. Ces expérimentations ont aussi concerné les réflexions sur de nouveaux modes de gouvernance et d'organisation démocratique !

En coopérant ! Les pratiques de coopération ont beaucoup évolué au sein du réseau, entre fédérations et centres sociaux, mais également avec les partenaires, en témoigne « l'accord cadre » initié par la FCSF avec ses principaux partenaires. Il suffit de revoir les rapports d'activités de la FCSF de ces dernières idées pour voir la richesse des actions entreprises au sein du réseau.

Mais de **nombreux défis sont face à nous** : renforcer les centres sociaux, avec des travaux sur leur modèle socio-économique, communiquer largement sur les centres sociaux, capitaliser et partager les expériences... Il reste de quoi faire pour les 4 prochaines années !

Claudie Miller, Présidente de la FCSF

Quelles grandes avancées ont été accomplies ?

Notre force, après le congrès, est d'avoir écrit le projet collectivement. Cela nous a donné de vraies perspectives. A partir de cette ligne commune, chacun s'est mis en marche individuellement, sur son territoire, avec ses atouts. Aujourd'hui, on aperçoit des convergences, à partir de ce qui remonte, des travaux engagés, des formations. On voit bien que tout le monde est dans la quête de quelque chose de partagé, autour de cette question de la place des habitants, du rôle qu'ils ont à jouer sur les territoires... On n'a pas tous les réponses, mais on a l'impression d'une grande confiance qui s'installe entre les différents niveaux, en intercentres, en interdépartemental. On s'est construit des outils - le projet en est un - pour partager la visée, ce qui permet au réseau de monter en puissance. On cherche de la visibilité, de la lisibilité aussi, on est en train de la gagner, mais il faut qu'on précise sur quoi on a envie d'être visibles. Pour cela, si on veut peser plus fort, il faut définir des priorités et ça, c'est un vrai travail. Le réseau est certes incontournable, tout le monde le reconnaît, mais il reste méconnu. A chaque fois il faut réexpliquer, ce qu'est un centre social, notre fédéralisme, ce que nous portons comme objet principal car ce que les gens retiennent le plus souvent c'est qu'on s'occupe des pauvres, qu'on accueille les mamans, qu'on organise des sorties familiales et des fêtes de quartier. Mais cette énergie qu'on met à inventer quelque chose de nouveau, elle n'est pas assez visible. Je me réjouis d'avoir entendu ici et là au cours de l'Escale cette conviction qu'il faut qu'on aille plus vite, plus fort.



Cette séquence ouvrait sur une deuxième étape de la journée : **les transformations en cours au sein des centres sociaux**. Accompagnement de dynamiques collectives, renouvellement des instances, modes de gouvernance, relations aux acteurs économiques, relations aux décideurs... plus de 20 ateliers de réflexions et d'échanges ont été proposés pour aller plus loin, partant à chaque fois de témoignages du réseau, mais surtout d'en- vie de se questionner.

Pour conclure la journée, les participants, toujours en forme !, ont pu assister à l'**Assemblée Générale** de la FCSF, qui au-delà du vote des rapports (activités, financiers, Fosfora, Fonds Mutualisé) et de l'élection des administratrices.teurs, a été l'oc- casion d'un profond discours de **Claudie Miller**, la présidente de la FCSF, autour de l'engagement bé- névole dans les centres sociaux et les fédérations, l'occasion de réaffirmer la place des habitants au pilotage des projets.

De la liberté !

Tel était le leitmotiv de cette troisième journée, le 2 juin, dans un troisième lieu, le Kursaal de Dunkerque, où la FCSF a proposé un forum ouvert autour de la question « **Pouvoir d'agir dans les centres sociaux, mythe ou réalité ?** », l'occasion pour les participants de l'Escale, rejoints par 300 acteurs bénévoles et sa- lariés des centres sociaux des Hauts-de-France, de pouvoir partager concrètement ce qui est fait actuel- lement dans les centres sociaux, mais aussi se proje- ter sur demain, la deuxième partie du projet fédéral.

Un forum ouvert est une forme d'animation un peu atypique, où ce sont les participants qui proposent et organisent des ateliers de réflexion, de partage, de propositions, à leur rythme, et dans les conditions qu'ils ont déterminé. Un véritable défi avec plus de 600 participants !

Résultats, plus de 80 cercles de discussion, dans tous les sens, sur tous les sujets, mais surtout l'intime conviction que ce chemin, ouvert à Lyon en 2013, est toujours d'actualité, et que malgré les avancées constatées pendant 4 ans, il questionne toujours !

C'est ce qui a motivé les participants, le samedi après-midi à formuler des propositions pour la deuxième partie de la mise en œuvre du projet fédéral, sur la période 2018-2022.

Ces premières intuitions ont pu être alimentées par une **conférence de Yann le Bossé**, qui pendant 2h a pu revenir sur les fondamentaux du renforce- ment du pouvoir d'agir, répondre aux questions, lever des malentendus.

Mais avant de se mettre en perspective, une pe- tite pause des méninges était la bienvenue !

2 occasions se sont présentées aux participants : en parallèle de la conférence de Yann le Bossé se déroulait **Culture Lab**, une aventure organisée par le groupe Culture de la FCSF, où une cinquantaine d'habitants et d'artistes, de 9 centres sociaux de toute la France, ont pu jouer et raconter leurs pro- jets, un avant-goût avant le Festival Culture Lab, qui se déroulera en juin 2019. Beaucoup d'émotions, de rires, de larmes, et de réflexions autour de ces projets partant de situations de vie des habitants.

Un laboratoire



Puisque l'on aborde la question de la créativité et d'une gestion participative, arrêtons-nous un moment sur Culture Lab qu'il serait injuste d'oublier car il est un bon symbole de l'en- semble. D'abord parce que, comme son nom l'indique, il s'agit d'un laboratoire, c'est à dire d'un lieu qui favorise les expérimentations. Mais aussi parce que Culture Lab permet l'expression créatrice des habitants et porte au premier rang les droits culturels sans lesquels l'être humain est mutilé.

« Ce furent dix-huit mois de travail intense qui ont permis de planifier ces performances artistiques, explique Nicole Garnier, membre de la commission culture et très investie dans ces projets. Je tiens à dire que ce furent de vraies créations artistiques même si c'étaient de petites formes destinées à rendre compte de leur cheminement. Un collectif d'artistes du Nord a tout visionné en amont pour tisser un fil rouge capable de lier ces neuf performances et de leur donner un sens.

Car il est nécessaire de trouver l'alchimie ca- pable de surmonter l'exigence et la contrainte. Dans ce cas particulier ils ont eu l'idée de faire appel à un chanteur lyrique extraordinaire qui a mis en voix les enchaînements. C'était dansé, parlé, très drôle, très libre, un peu provocateur, très insolent. »



Et pour conclure cette journée, en Flandre Maritime, rien de mieux qu'une initiation au célèbre Carnaval, une institution du territoire. Aux sons et rythmes du carnaval, les participants, maquillés pour l'occasion, ont pu découvrir cette tradition, embarqués par les bénévoles et salariés des centres sociaux.

« Un nouveau cap »

Le dimanche matin, le 3 juin, un dernier temps de restitution des travaux et de perspective autour du **Congrès 2021** était proposé. L'occasion de se mettre en mouvement pour les prochaines étapes !

L'Escale était dès lors terminée... mais un **nouveau cap** était lancé !

Le Conseil d'administration de la FCSF, réuni à plusieurs reprises, a poursuivi le travail, repartant des productions de ce rendez-vous, donnant lieu à un texte d'orientation et de défi, diffusé début 2019.

La proposition de la FCSF est à la fois de partager des constats, sur l'évolution du contexte depuis 2014, réaffirmer des visées politiques, formuler des priorités politiques, proposer des défis.

A l'heure où ce dossier est écrit, les fédérations sont encore au travail de réaction par rapport à celle-ci, donc on ne peut affirmer des choses ! mais voilà la proposition de la FCSF : au niveau des

constats : une démocratie « malade », fruit d'un écart grandissant entre les citoyens et les gouvernants, autour d'enjeux mondiaux, la crise écologique, l'augmentation des inégalités, interrogation du vivre ensemble... Faut-il désespérer ? Non ! Ces temps d'incertitudes sont aussi le terreau de nouvelles aspirations, d'envies d'agir, d'innovations, pour plus de solidarité, de sens.

Face à cela, la FCSF réaffirme leur implication pour une démocratie vivante, dans laquelle les individus ont véritablement leur place, pèsent sur les décisions, entrent en dialogue et en coopération avec les décideurs, pour éclairer les choix. Les centres sociaux sont au cœur du **faire société**, du lien social, de l'entraide, du partage, au quotidien, pour agir pour plus de justice sociale.





3 priorités se dégagent de l'Escale :

- Aller plus loin sur le renforcement du pouvoir d'agir des habitants ;
- Agir pour que les habitants soient au cœur du portage politique du projet centre social ;
- Développer des marges de manœuvre dans nos modèles économiques pour agir en autonomie.

Pour ce faire, la FCSF a proposé 5 défis. Il s'agit de :

- Aller plus loin sur le développement du pouvoir d'agir au service de la justice sociale :
 - *200 initiatives collectives qui visent à agir sur les questions d'injustice sociale vécues par les habitants et accompagnées dans le réseau,*
 - *50% des animateurs-jeunesse formés au DPA.*
- Renforcer la participation des habitants au portage politique du projet :

Toutes les fédérations organisent des parcours de formation des habitants au portage politique et au pilotage dans les centres sociaux.
- Renforcer l'autonomie financière des centres sociaux :
 - *20 % des centres sociaux du réseau expérimentent d'autres formes de financements pour dégager des marges de manœuvre budgétaires au service de l'autonomie du projet.*
- Un congrès tourné vers le tout public :
 - *30 000 habitants et 1000 élus impliqués au congrès 2021.*

- Des centres sociaux animateurs / facilitateurs sur les territoires :

- *100% des centres sociaux favorisent la vitalité associative des territoires, par l'animation de processus de coopération d'acteurs.*

Des défis ambitieux, mais nécessaires !

Une prochaine « Escale » ?

La clôture de l'Escale, le 3 juin 2018, a été l'occasion de lancer officiellement la démarche Congrès 2021, le 9^{ème} en près de cent ans d'existence de la FCSF, c'est dire l'importance de ces rendez-vous !

Ce prochain Congrès, toujours en cours d'élaboration, vise à démontrer auprès du grand public, des médias, et des décideurs, l'action particulière des centres sociaux en terme de renforcement du pouvoir d'agir, pour plus de justice sociale, au service d'une **démocratie vivante**.

Ce congrès sera composé de rendez-vous grands publics décentralisés, au plus proche des individus et des territoires, de temps « en famille ». Il ouvrira la voie au centenaire de la FCSF, à la clôture du projet fédéral « La Fabrique des Possibles », et au prochain projet fédéral !

Le 8^{ème} Congrès s'était ouvert en 2011 autour d'une collecte des indignations, en référence à la Charte fédérale des Centres sociaux et l'une de ses valeurs, la dignité humaine.

Le 9e Congrès s'ouvrira sur les questions démocratiques, toujours en référence à la charte, en venant questionner la contribution des centres sociaux aux grands enjeux sociétaux : en quoi les centres sociaux sont des lieux d'apprentissage de la citoyenneté, en quoi peuvent-ils contribuer à réduire l'écart entre citoyens et gouvernants, et surtout comment peuvent-ils influencer sur la construction du bien commun ?

Rien que cela... à suivre !



Retour sur la formation au DPA par Yann le Bossé

En 2015-2016, une quarantaine d'acteurs du réseau (délégués ou directeurs de centres) ont été formés par Yann le Bossé à son approche du renforcement du pouvoir d'agir. 3 ans après, qu'en reste-t-il ?

Jacques Rodde, directeur du centre social Villages d'Aunis en Charente Maritime

« J'ai travaillé pendant dix ans dans un centre social un peu atypique où l'objet principal et presque exclusif était l'accompagnement des projets d'habitants, ce qu'on appelait à l'époque Développement social des quartiers. Quand la proposition est arrivée au niveau départemental, j'ai tout de suite postulé car j'ai pensé que cela me permettrait de mettre de la théorie sur quelque chose que je faisais tous les jours intuitivement. Nous étions dans l'équipe plutôt sur des expérimentations, de la recherche-action. On bricolait, avec succès mais véritable retour sur ce qui se passait. Yann Le Bossé propose, lui, une approche théorique très rigoureuse. Il m'a conforté, légitimé, appuyé dans mes pratiques quotidiennes.

Or, l'originalité de cette méthode est qu'elle vient aussi questionner les personnes en tant que telles. Travailler la posture professionnelle avec Yann fait nécessairement bouger ce qu'on est intimement,

dans nos relations avec notre famille, nos amis... Après la formation, je suis parti faire une première expérience de direction dans un autre centre social, tourné vers les activités et les services. Mon défi a été d'injecter, de transmettre, une autre façon de travailler, un recentrage sur ce que doit être selon moi un centre social. La formation m'a complètement libéré et maintenant, au bout de six ans dans ce centre, je vois, les bénévoles voient, les habitants voient le chemin parcouru. C'est une véritable révolution, ils le vivent comme ça. C'est venu aussi me positionner comme personne - ressource sur un territoire plus large, au niveau de la région où j'anime des formations. Cela correspond aussi à ma vision du réseau : il s'agit d'ouvrir le centre social, de le faire sortir sur un territoire plus large. »



De la théorie à l'action

Interview de Josiane Pellen, administratrice du centre social de Plougastel (Bretagne)

« Dans notre centre, on a constitué une commission senior qui a débouché sur des cafés senior, lieux d'échanges, de débats et de rencontres entre nous, avec parfois l'apport de conférenciers. A l'issue d'un de ces cafés senior, le thème de la mobilité s'est imposé comme une question très importante sur notre territoire. Nous sommes en effet situés sur une presqu'île qui rend très difficiles les déplacements sans voiture. On a donc créé une commission mobilité.

Très rapidement nous avons compris que cette problématique ne concernait pas uniquement les seniors mais tout le monde. On a organisé une réunion avec des responsables d'associations, la municipalité.

Quand la proposition de formation sur le développement du pouvoir d'agir mise en place par la fédération est arrivée, nous avons compris que notre questionnement sur le thème de la mobilité pouvait représenter un véritable levier et nous sommes inscrits immédiatement. Deux professionnels et deux bénévoles y ont participé. Cela nous a permis de mettre en place sur la presqu'île un autostop organisé et sécurisé qui permet à tout un chacun de se déplacer sur la commune. Cela s'appelle « la cabane à pouces », on a répondu à un appel à projets du département grâce auquel on a pu faire l'essai sur une semaine. Essai concluant. L'expérience devrait bientôt trouver sa vitesse de croisière en grandeur réelle. »

Ressources

Documents :

- Projet fédéral 2014-2022 « La Fabrique des Possibles »
- Les orientations du projet fédéral pour les années 2019-2022

Vidéos :

- D'un élan à un mouvement de fond : https://www.youtube.com/watch?v=1ocKW3OQZtI&list=PLPhiaaJ_MVIO01qiQHdm1adKFp2BKsQPR&index=2
- L'Escale : <https://www.youtube.com/watch?v=xxdY18gc4DY>
- Yann le Bossé : https://www.youtube.com/watch?v=olLui8IGEG8&list=PLPhiaaJ_MVIMkowqRNK-1xULELWt207zU



PARTIE

II

2018

METTRE EN
ŒUVRE LE
PROJET FÉDÉRAL



↑ Mobilisation pour défendre le droit au français pour tous, le 18 octobre, à Villeurbanne

2018 a été marquée par plusieurs temps forts nationaux : Escale, JPAG... qui ont permis à notre réseau de se poser et se ressourcer autour de notre projet fédéral et de la dimension centrale du pouvoir d'agir des habitants dans les territoires et dans le centre social.

Ces réflexions se sont articulées à l'action au quotidien de la FCSF auprès et avec le réseau, fédérations, unions et centres sociaux. Animation de chantiers thématiques autour de questions sociales, développement de la qualification des acteurs et actrices – bénévoles et professionnel.le.s – du réseau, influence auprès des pouvoirs et animation de notre réseau fédéral : l'année a été riche en initiatives.

Avec quelques tendances qui se dessinent : un accent porté de plus en plus fortement sur les enjeux de justice et lutte contre les inégalités, d'une démocratie vivante qui prenne appui sur la réelle prise en compte de la parole et la place des habitants, d'un développement du pouvoir d'agir qui s'incarne autant dans les territoires que le centre social, et d'un maillage territorial de centres sociaux et du fédéralisme qui s'incarne dans l'ensemble du pays, Outremer comprise.

Être en phase avec les questions sociales

Accès aux droits et justice sociale

Ateliers sociolinguistiques

Depuis quelques années, l'apprentissage du français commence à être remis en cause par les pouvoirs publics, qui veulent conditionner leur soutien (en termes de publics, de visées).

Notre réseau se mobilise sur le sujet, notamment dans le cadre du Collectif « Le Français pour tous », qui a construit une démarche de plaidoyer et d'interpellation. Une rencontre nationale en avril a réuni une centaine d'acteur.rice.s pour s'approprier le manifeste, construire un argumentaire national et envisager des formes de mobilisation et d'interpellation.

Le 18 octobre, une action forte d'ampleur a été menée dans toute la France. Sur le terrain, associations et centres sociaux se sont mobilisés dans une trentaine de villes pour sensibiliser le public et interpellier les élus. Ces initiatives ont mis en lumière dans l'espace public la qualité et l'importance de l'action des équipes bénévoles et salariées des centres sociaux, du Secours Catholique, de la Cimade, de Radya, notamment, dans le cadre des ateliers sociolinguistiques.

Centres sociaux et associations ont déjà exprimé leur détermination à continuer la lutte pour un accès inconditionnel aux ateliers de français, une reconnaissance du rôle des structures de proximité et le financement pérenne de leurs actions en 2019.

Protection sociale

Le chantier sur la protection sociale veut, dans une démarche participative, repenser la protection sociale d'un point de vue citoyen et contribuer à poser des principes et des propositions pour un système plus solidaire et juste. Il est porté depuis trois ans, dans le cadre du Collectif pour une protection sociale solidaire (FCSF, Secours Catholique, Aequitaz, réseau des Accorderies).

2018 a été l'occasion de porter dans l'espace public les résultats d'une enquête nationale sur la protection sociale, qui a débouché sur un forum pour une protection sociale solidaire. Une tribune a été publiée dans le Monde autour de l'enjeu de penser une protection sociale solidaire, et le 4 octobre, une mobilisation dans l'espace public devant l'Assemblée nationale, a contribué à alerter presse et opinion publique sur l'enjeu de

société que constitue notre protection sociale. Le deuxième volet des contes de la protection sociale a été publié, autour de plusieurs principes contribuant à une protection sociale plus juste et douce. Interpellation, éducation populaire, lien entre local et national... autant de visées pour ce chantier de société. Un chantier qui a pris une dimension particulière avec le mouvement des « Gilets jaunes » puisqu'il porte des propositions de justice sociale et de solidarité nouvelles et fortes !



↑ Mobilisation protection sociale devant l'Assemblée nationale le 4 octobre

Soutien au départ en vacances des familles et des jeunes

Le partenariat ancien (1993) de la FCSF avec l'ANCV, permet aux centres sociaux via les Aides aux Projets Vacances de soutenir le départ en vacances collectif ou individuel de familles et de jeunes, par un complément au financement de leur séjour sous forme de chèques vacances. Les projets vacances sont une pratique ancrée pour les centres sociaux qui en proposent en nombre dans une logique de développement du pouvoir d'agir des habitant.e.s. Nationalement, ce dispositif est animé par une commission composée de 8 référent.e.s en région (salarié.e.s de centres sociaux ou de fédérations départementales), 1 déléguée nationale, 1 assistante fédérale et 1 référente politique, membre du bureau de la FCSF. Outre l'instruction des dossiers de demande, cette commission a pour objectif de faciliter l'échange et la mutualisation entre les porteurs de projets. C'est dans cette dynamique que la commission a élaboré au cours de l'année une foire aux questions (FAQ) des projets vacances, des fiches thématiques (autour de l'épargne bonifiée et des transports) ainsi qu'une cartographie des centres

sociaux qui portent des projets vacances. L'ensemble de ces outils et ressources sont disponibles sur le site de FCSF.

En 2018 le programme APV porté par la FCSF a permis de faire partir 8026 personnes, soit 67644 jours de vacances ! 265 centres sociaux se sont impliqués dans la démarche pour accompagner les habitant.e.s dans leur projet de départ.



Une voix(e) contre les discriminations

A la suite du colloque national en 2017 à Vitry-le-François, clôturant l'expérimentation « Une voix(e) commune contre les discriminations », la FCSF a souhaité poursuivre et intensifier ce qui a fait le succès de cette initiative, autour de la fonction-ressources. Elle a préparé et organisé un séminaire à l'automne, avec une quarantaine de participant.e.s, essentiellement des collectifs d'habitant.e.s d'Occitanie, de Rhône Alpes, de

Paris, de Liège. Ce temps a permis de construire un dispositif d'enrichissement réciproque, de construction de réseau, de coproduction d'analyse, de diffusion et de légitimation des démarches appuyées sur l'expérience des premier.e.s concerné.e.s.

Territoires, centres sociaux et habitant.e.s

Rapport biennal « Il y a eu une cassure quelque part »

13 centres sociaux et 250 habitant.e.s ont participé à l'élaboration de la 4e édition du rapport biennal en 2018 « Il y a eu une cassure quelque part – Et maintenant, on fait quoi ? » sur l'état des quartiers dans lesquels ils vivent. C'est un cri d'alarme que poussent ces habitant.e.s, face au sentiment de relégation et d'abandon, à une jeunesse désemparée, sans perspectives, à la disparition de services publics et de commerces, à des opérations de rénovation urbaine qui transforment profondément leurs lieux de vie sans que soit véritablement écoutée et prise en compte leur parole. Pourtant, les habitantes et habitants de ces quartiers veulent encore croire qu'il existe des leviers pour que changent leurs conditions de vie et leur place dans la société. Ils appellent pour cela à une véritable écoute et coopération avec les pouvoirs publics.

Le rapport publié fin 2018 a donné lieu à une rencontre nationale de restitution, qui a réuni, début 2019, près de 150 habitant.e.s et quelques

Témoignage

Tarik Touahria,

Président de la fédération des centres sociaux de Paris



Qu'est-ce que l'on défend autour de la mobilisation ASL ?

Nous défendons le droit de chacun à apprendre le français pour pouvoir exister plus fortement socialement. En d'autres mots, le droit inconditionnel du français, accessible à tou.te.s.

En quoi une interpellation du réseau national dans l'espace public peut être utile pour faire avancer notre plaidoyer ?

Aujourd'hui, il y a une certaine invisibilité de ce sujet. Peu de gens en parlent, et c'est une question qui gêne un certain nombre de politiques. Les manifestations sur l'espace public permettent de donner de la visibilité aux principaux.le.s concerné.e.s qui expriment pourquoi

c'est important pour eux d'apprendre le français.

Comme ce n'est pas un sujet « porteur » dans les politiques actuelles, le fait de voir les « vrais gens » défendre quelque chose, ça peut permettre de toucher plus fortement. Cette visibilité permet de renforcer notre travail de plaidoyer politique auprès des élu.e.s et des gouvernant.e.s.

Et puis ce sont des moments qui nous donnent le sentiment d'avoir un certain pouvoir collectif. Le français pour tou.te.s, ça n'est pas seulement de l'apprentissage linguistique mais permet également l'insertion sociale et l'émancipation des personnes, c'est un tout !

professionnel.le.s. Les participants ont élaboré ensemble des interpellations qu'ils ont pu porter auprès du ministre de la Ville et du CNV, à l'occasion d'un échange direct, durant la journée. Des suites sont en cours de construction pour une appropriation locale de ce rapport.

Rencontre et séminaire tables de quartier

L'expérimentation des tables de quartier est arrivée à son terme en 2018. Rappel des épisodes précédents : ce dispositif de mobilisation citoyenne inspiré d'une expérience québécoise était préconisé dans le rapport Bacqué-Mechmache en 2012 : « Pour une réforme radicale de la politique de la ville ». L'Etat ayant finalement mis en place les conseils citoyens, la Coordination Pas sans nous et la FCSF avaient décidé d'expérimenter la création de tables de quartier, avec le soutien du CGET. Les tables de quartier sont des collectifs composés d'associations et d'habitant.e.s œuvrant ensemble à l'amélioration des conditions de vie dans le quartier. L'animation de ces collectifs avait été confiée localement à des centres sociaux ou des structures issues du réseau Pas sans nous. Bilan : en 2018, près d'une quinzaine de tables sont actives.

Une rencontre nationale, en septembre 2018 a permis d'en présenter un bilan globalement positif, malgré les difficultés que rencontrent ces habitant.e.s, notamment avec les collectivités locales.

A l'appui de ce temps fort de valorisation : une publication, des panneaux d'exposition et une actualisation du kit de développement des tables. Un séminaire en fin d'année a dégagé des perspectives pour ce réseau : la mise en route d'un processus d'autonomie (la FCSF et Pas sans Nous restant associés à la gouvernance) et une nouvelle demande de financement au CGET en 2019, pour le soutien des tables existantes et le développement de nouvelles.



Deux membres de tables de quartier prêtes à ouvrir la journée

Rencontres centres sociaux et politique de la ville

Après une première édition en novembre 2017, la seconde rencontre des centres sociaux en politique de la ville a eu lieu le 11 janvier 2019. Constatant une mobilisation en baisse des centres (période peu favorable ou programme moins attractant ?), nous avons opté pour un format réduit (50 participants). Les points forts et points faibles de la politique de la ville ont été débattus, puis des pratiques de mobilisation des habitant.e.s ont été présentées et mises en discussion. La FCSF réfléchit actuellement à l'opportunité d'organiser une troisième rencontre, en fonction des enjeux qui apparaîtront dans le courant de l'année 2019.



Le chiffre clé Senacs : 79% centres sociaux urbains, 21% centres sociaux ruraux

Animation de la plateforme conseils citoyens.fr

En 2018, la plateforme collaborative des conseils citoyens, animée par la FCSF pour le compte du CGET, a franchi une nouvelle étape de son développement : la mise en ligne d'une version 2 avec de nouvelles fonctionnalités ; l'animation d'une campagne de rédaction de fiches-action par les conseils citoyens eux-mêmes, rassemblées dans une publication intitulée « Mon conseil citoyen a du talent » ; enfin, la création collaborative d'une affiche des conseils citoyens. Fin 2018, la plateforme accueille 1700 membres issus de 650 conseils différents, ayant déposé plus 800 documents. En perspectives pour 2019 : l'expérimentation d'un « webinaire » pour les conseils citoyens (conférence participative sur le web), et une nouvelle édition de « Mon conseil citoyen a du talent », donnant lieu à une grande rencontre nationale.

Forum des territoires

Une centaine de représentant.e.s de centres sociaux (administrateur.rice.s et salarié.e.s) et de collectivités locales (élu.e.s et technicien.nne.s) ont participé en mars 2018 au « Forum des Territoires » à la Caisse des Dépôts à Paris. Les échanges et réflexions furent riches et ont gravité autour de plusieurs temps forts : l'intervention de Christophe Quéva, maître de conférences à Paris 1 pour donner des éclairages sur la ruralité, des ateliers autour des problématiques de territoire (l'accès à l'emploi des femmes, la place des jeunes, l'accès aux droits, la précarité, la mobilité), un témoignage d'un centre social « hors-les-murs »

Témoignage



Horia Idri,

Directrice du centre social Ouest Avenue à Sedan (Ardennes), participant au rapport biennal

Pourquoi le centre social a voulu participer à la démarche du rapport biennal ?

Au moment où la démarche a démarré, le centre social venait d'ouvrir ses portes. C'était l'occasion de nous faire connaître et de mieux connaître le réseau départemental et national. Ce qui nous intéressait c'était la démarche participative. Ça nous permettait d'accompagner les habitants sur des problématiques soulevées dans leur quartier. On savait également qu'il y allait avoir une restitution nationale et que leur parole allait être remontée vers les politiques, qu'elle allait être entendue.

Qu'est-ce que le regard des habitants a apporté ?

Une confirmation de ce qu'on pouvait entendre à droite, à gauche par rapport aux problématiques des quartiers, par exemple sur les problèmes de logement ou le manque de lien social... Cette démarche a également permis aux habitant.e.s de prendre confiance en eux.elles et en notre structure. Ils.elles sont devenu.e.s des relais, des portes paroles du quartier. C'est une démarche qui leur a donné du crédit.

Aujourd'hui, comment vous emparez vous des résultats du rapport dans votre territoire ?

Les habitant.e.s qui ont participé au rapport biennal organisent une journée de restitution au centre social. Il y aura des élu.e.s, des institutions partenaires et chacun.e va présenter une proposition, évoquée dans le rapport. L'objectif c'est que la municipalité ou un partenaire, puisse s'emparer d'au moins un sujet, une question. Au moins, qu'on puisse aller un peu plus loin. La démarche a également permis de constituer un groupe moteur.

Ça a suscité des envies de faire autre chose. Ils, elles s'investissent dans d'autres actions, du centre social ou pas, ça peut être des actions citoyennes. On va également continuer à les accompagner sur l'interpellation des pouvoirs publics par rapport à ce qu'ils ont évoqué dans le rapport biennal sur les espaces verts ou le manque de médecins par exemple. Et faire en sorte que les habitant.e.s participent pleinement à la vie de leur quartier. On va aller jusqu'au bout !

et une table ronde de clôture rassemblant CNAF, CCMSA, l'Assemblée des Communautés de France (ADCF), Territoires Conseils, Nouvelles Ruralités et la FCSF. Cet événement, organisé en partenariat avec Territoires Conseils, a permis de réaffirmer le soutien des acteurs institutionnels aux centres sociaux. La conclusion de Claudie Miller, présidente de la FCSF,

a confirmé une volonté de valoriser ce qui est fait dans les centres sociaux ruraux et une invitation à se mettre en marche pour les municipales de 2020. Cette journée a donné lieu à une publication « Centres sociaux et collectivités : animer ensemble un projet de territoire ». Elle est disponible en ligne sur le site de la FCSF.

Evolution des modèles socio-économiques des centres sociaux : construction partagée

Préoccupation majeure au sein du réseau et priorité réaffirmée lors de l'Escale, la sécurisation des modèles socio-économiques des centres sociaux est un dossier où la FCSF monte en charge. Avec comme socle politique la réaffirmation d'une mission d'animation globale d'intérêt général et relevant de la subvention et un chantier qui vise à dégager des marges de manoeuvre supplémentaire, l'animation se poursuit autour des 5 leviers identifiés (renforcer notre alliance avec les pouvoirs publics, structurer notre capacité à conduire des partenariats privés, innover dans nos modèles d'organisation : mutualisation et coopération, développer de nouvelles offres de services et d'activités rémunératrices, être reconnu, se reconnaître et agir comme acteur économiques (ESS) sur les territoires.

L'année 2018 a été notamment marquée par une poursuite du travail de capitalisation de cet enjeu au sein du réseau qui a donné lieu à une matinée consacrée au sujet lors des JPAG et à une brève publication. Hugo Barthalay est arrivé comme délégué sur ce chantier en Octobre. Par ailleurs, un groupe thématique sera lancé dès 2019 pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie. Enfin, la FCSF inscrit ses travaux dans les recherches conduites par le FONJEP sur les modèles socio-économiques des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Une recherche est également en cours aux côtés de la FONDA sur l'impact social des centres sociaux et les chaînes de valeur. Des chantiers à suivre dans les prochains mois !

Vieillesse et Développement social local

2018 a été l'occasion pour les acteurs du chantier vieillissement de tirer un bilan des 4 dernières années du chantier et d'ouvrir des perspectives pour les années à venir, en termes de partenariats, montée en qualification du réseau, évaluation et communication. Avec la parution de la publication « La vieillesse, une ressource pour la société. Avec les centres sociaux, fabriquer des possibles », la richesse et la plus-value de l'approche développée par les centres sociaux ont été mises en lumière. Une reconnaissance qui s'est d'ailleurs traduite, dans le cadre des démarches d'influence portées, par la mention des centres sociaux dans la nouvelle COG de la CNAV !

Par ailleurs l'élargissement du partenariat aux caisses complémentaires s'est traduit par la signature d'un protocole national avec AGIRC - ARRCO en janvier, et la signature d'un protocole d'accord avec AG2R La mondiale en Rhône-Alpes Auvergne, en octobre.

Enfin, les pilotes du chantier ont produit et diffusé plusieurs ressources tout au long de l'année pour accompagner les centres et fédérations (appui au réseau dans une approche de soutien au DPA sur les enjeux liés au vieillissement, pilotage du chantier vieillissement dans sa fédération locale ; points de repères pour qualifier les acteurs et les projets...).

Numérique, habitants, territoires et centres sociaux

Au printemps 2018, le Bureau de la FCSF a mandaté un groupe expert pour proposer au Conseil d'administration une stratégie de mobilisation affirmée du réseau des centres sociaux au regard des enjeux touchant à la question de la place du numérique dans l'ensemble des sphères de la société.

Si, dans les centres sociaux, cette question arrive majoritairement par la focale de la dématérialisation des démarches administratives, des approches plus ouvertes engagées par le réseau ont mis en lumière le levier que peut constituer une approche positive et éclairée du numérique. Nos pratiques, nos usages, nos missions peuvent s'en trouver nourries et enrichies, et la place du centre social dans un territoire, revisitée.

De la prise de conscience à la mobilisation, le groupe a identifié plusieurs étapes, comme autant de jalons pour une stratégie à développer : acculturation, construction d'un socle commun, identification et valorisation d'initiatives, lobbying, et de déploiement dans l'ensemble de notre réseau !

Jeunesse et engagement

Depuis 2010, la FCSF a relancé une dynamique autour de la jeunesse, conduisant notamment à l'obtention de l'agrément Service Civique en 2011, l'expérimentation du réseau jeunes à partir de 2012, le vote de la Motion Jeunesse en 2017 « Pour une pédagogie de l'engagement ».

2018 a été une année riche en démarches avec la définition d'une stratégie nationale autour de la jeunesse, la mise en œuvre de la motion Jeunesse, le Réseau Jeunes des centres sociaux, une séquence dédiée aux JPAG, l'élaboration d'une stratégie autour de la Prestation de Service Animation Jeunesse initiée par la CNAF dans le cadre de sa COG renouvelée avec l'Etat...

Enfin, le recrutement (démarrage en janvier 2019) d'un chargé de mission Motion Jeunesse, Roman Orinowski (précédemment animateur jeune en centre social puis chargé de mission à la Fédération de Seine Saint Denis), va permettre d'accompagner les fédérations dans le déploiement renforcé de la motion Jeunesse. Un vrai engagement de la FCSF (sur fonds propres) sur la thématique. Retrouvez ci-dessous quelques éclairages sur des actions menées en 2018.



Le chiffre clé Senacs : 800 000 jeunes en lien avec un centre social

Stratégie et motion Jeunesse

Dès l'année 2017, un groupe stratégique Jeunesse a été initié par la FCSF, avec pour mission l'élaboration et le suivi d'une stratégie pour la mise en œuvre de la motion Jeunesse. 6 axes de travail avaient été définis : affirmer (par des prises de parole politique de la FCSF), soutenir les fédérations, faire réseau sur les questions de jeunesse, expérimenter des espaces de prises de responsabilités des jeunes dans le réseau, se former, changer ses pratiques, communiquer et influencer sur les politiques publiques. C'est autour de ces intentions que la FCSF anime la question de la jeunesse dans le réseau.

Du côté de la motion Jeunesse, 3 projets ont été accompagnés et soutenus par le fonds dédié : « Super Pouvoir d'Agir des jeunes » portée par l'Union Régionale Pays-de-la-Loire, le réseau jeunes départemental de la Vienne, « J'écris pour faire entendre ma voix » de la Fédération Maine et Loire-Mayenne.

La FCSF attend beaucoup de projets pour 2019 !

L'égalité filles-garçons, c'est leur genre !

C'était le thème de la 8^{ème} rencontre du Réseau Jeunes (28 octobre au 1^{er} novembre 2018, Vigny), qui a réuni 160 personnes, dont 120 jeunes, de toute la France. Le choix du thème s'était imposé de lui-même quelques mois après l'affaire Weinstein, la dynamique #MeToo, #BalanceTonPorc... C'est donc accompagné d'Ébullition et d'Aequitaz, deux

associations d'Éducation Populaire, que les participant.e.s ont travaillé ce thème, en partant de situations vécues, en déconstruisant des stéréotypes, en analysant les rapports de domination...! A l'arrivée, une série de propositions, du local au national, pour changer la donne ! Celles-ci sont à retrouver dans un livret, sur le site de la FCSF. Prochaine édition dans le Vaucluse, toujours durant les vacances d'automne !



Les propositions sur l'égalité filles-garçons, présentées au Conseil régional Grand Est

Témoignage

Sofiane Bouyahyi,

Animateur jeune au centre social Accès d'Hombourg-Haut (Moselle)



C'est quoi l'intérêt de venir au réseau jeunes ?

Il y en a plusieurs. C'est d'abord un espace pour les jeunes qui permet la confrontation d'idées. Souvent les secteurs jeunes dans les centres sociaux sont considérés comme des bêtes noires, où les jeunes viennent seulement consommer. C'est rare de les voir réfléchir, débattre, agir sur des questions de société. On les sent engagés. C'est aussi un super moyen de faire réseau. Jeunes et animateur.rice.s se rencontrent et créent des liens qui perdurent longtemps. On va aller dans un centre social de Marseille qui était présent au dernier réseau jeune. Sur les thématiques abordées, ça permet aussi de décomplexer certains sujets avec les jeunes et de confirmer au niveau national ce qu'on entend chez nous.

Comment les jeunes de votre groupe ont vécu ce moment ?

Cette année c'était assez particulier car ce sont les jeunes de chez nous qui ont organisé le réseau jeunes. Du coup, ils se sont vraiment sentis inclus, ils ont été vraiment au cœur du projet. Au sortir

de la semaine, ils.elles étaient très satisfait.e.s, ça a été très enrichissant. De retour au centre, ils.elles ont décidé de mettre en place des actions. En fait, les garçons se sont rendus compte qu'ils prenaient beaucoup de place dans le centre. Une commission paritaire jeunesse s'est créée à l'initiative des jeunes ayant participé au réseau jeunes. Ça a aussi été une super belle expérience humaine pour eux.elles, ils.elles ont créé leur propre réseau. On dit parfois que la jeunesse est recroquevillée sur elle-même mais le réseau jeunes montre bien qu'ils et elles sont vraiment dans l'échange avec les autres.

Une proposition forte sur la question d'égalité ?

La proposition que j'ai trouvée vraiment forte, et réalisable, c'est « la semaine de l'égalité filles-garçons des centres sociaux. » L'idée c'est que sur une semaine de l'année, l'activité des centres sociaux impliqués soit dédiée à ces questions. Un peu comme la semaine de la parentalité ou la semaine bleue pour les personnes âgées. On en a reparlé au CA jeunes du 2 mars 2019. Affaire à suivre donc...

Service Civique : nouvel agrément pour la période 2018-2020

La FCSF a renouvelé son agrément collectif pour l'accueil de volontaires en service civique, au sein des fédérations et des centres sociaux, pour la période 2018-2020. C'est le troisième agrément depuis 2011.

450 volontaires étaient accueilli.e.s dans le réseau en 2018, dont 264 nouvelles missions.

Les volontaires sont investi.e.s sur des missions de soutien à des initiatives solidaires ou culturelles d'habitant.e.s, l'accompagnement de projets de jeunes, l'accompagnement des habitant.e.s aux usages du numérique.

7 formations civique et citoyenne ont été coanimées par des acteur.rice.s du réseau, mobilisant plus de 170 jeunes volontaires.

Juniors Associations

Depuis sa création en 2002, la FCSF est membre du Réseau National des Juniors Associations (RNJA), un dispositif inter-associatif (avec la Ligue de l'Enseignement, la Confédération des MJC de France, Jets d'Encre) qui permet à des mineurs de se constituer en association, de pouvoir ouvrir un compte en banque et d'obtenir une assurance pour les activités, ceci à moindre coût et en toute confiance. En 2018, ce sont encore plus de 11000 jeunes qui se sont engagé.e.s dans 1048 Juniors Associations, dont un bon nombre est accompagné par les centres sociaux et par les 9 Fédérations reconnues comme relais départemental.

Des parents acteurs et reconnus

Parents Solo et Compagnie

La FCSF poursuit son implication au sein de l'association Parents Solo et Compagnie qui vise à accompagner l'émergence de collectifs de parents solo et à défendre les familles monoparentales. L'année 2018 a été marquée par une journée nationale en juin, réunissant des groupes du réseau autour de préoccupations et revendications communes. Deux formations professionnelles « susciter et accompagner l'organisation collective des parents solo » ont également été organisées à Poitiers et Nantes.

Enfin, des travaux sur l'évaluation de l'impact social de l'organisation collective ont démarré en fin d'année et la priorité d'accompagnement au développement de groupes locaux a été réaffirmée.

1001 territoires pour la réussite de tous les enfants

Le collectif 1001 territoires – dont la FCSF est membre – se mobilise avec les parents pour la réussite de tous les enfants. En 2018, de nouvelles initiatives ont émergé, associant les centres sociaux sur les territoires. L'année a été marquée en particulier par une journée nationale des initiatives le 14 novembre en présence d'une trentaine de représentant.e.s de notre réseau.

Un nouveau site internet (<http://1001territoires.fr>) a également été lancé pour partager et coopérer au plus près des besoins sur la question de la réduction des inégalités scolaires !

Culture et pouvoir d'agir

Culture Lab

Durant l'Escale, Culture Lab a réuni plus de 250 personnes autour de quatre heures de spectacle présenté par 7 centres sociaux. 7 performances artistiques se sont racontées, ont donné à voir, se sont croisées, ont incarné les liens entre culture et pouvoir d'agir des habitant.e.s, tout en interrogeant les droits culturels. Le processus de création des projets est devenu LE spectacle ! [voir aussi p.13]

Les participants : Festival Bouge, St Nazaire - N'empêche que, Maison de quartier et APF, Reims-Démasqués, Maison de quartier Pasteur, Dunkerque- Initiative citoyenne, Centre Social et Culturel Nelson Mandela, Narbonne - Festival Arts et Vendanges, Centre Socioculturel Arts et Loisirs Arlac, Merignac - Les Forges, Centre Socio-culturel Camille Claus, Strasbourg - Raconte moi ton patrimoine, Espace de vie sociale de la vallée de la Bourges, Burzet.

C'est mon patrimoine

La FCSF a participé en 2018 à ce dispositif initié par la Direction du patrimoine du Ministère de la Culture, en lien avec le Commissariat général à l'égalité des territoires. Cette opération est destinée à sensibiliser les enfants et les adolescent.e.s à la diversité des patrimoines (musées, monuments emblématiques, sites archéologiques...).

Les projets sélectionnés en 2018 ont concerné près de 60000 jeunes. Une centaine de centres sociaux a participé à l'opération sur plus de 130 sites en France.

Paroles partagées

2018 est une année particulière pour le collectif Paroles Partagées, car il marque la dixième année de l'existence du projet. La Fédération Française des MJC, la Confédération Nationale des Foyers ruraux, Peuple et Culture, et la FCSF ont réitéré le concours radio et la formation de la parole à l'action citoyenne. Un projet de publication est en cours sur l'évolution de Paroles Partagée ces dix dernières années et notamment sur la manière dont ce travail a contribué pour les centres sociaux au développement du pouvoir d'agir.

Faire ressource dans le réseau

cestpossible.me : lancement dans le réseau

2018 a été l'année du lancement officiel de la plateforme cestpossible.me dans le réseau. Cette plateforme numérique collaborative met en lumière des initiatives d'équipes de centres sociaux qui, avec des habitant.e.s, agissent au quotidien dans leur territoire. La plateforme donne à voir des actions qui développent le pouvoir d'agir des habitant.e.s, produisent de la transformation sociale et des réponses locales à des enjeux de société. On y trouve aussi des ressources inspirantes sur des questions sociales.

Fin 2018, plus de 250 personnes se sont créés un compte, 45 fiches sont publiées sur la plateforme, 26 départements sont représentés. Trois ateliers de productions collectives, pour écrire son projet avec d'autres, ont eu lieu (Bouches du Rhône, Bretagne, Vaucluse) et des fédérations ont accompagné localement les centres à l'écriture de leur projet (Rhône). Pour soutenir le développement de la plateforme, un kit pédagogique a été réalisé et un jeu-concours « une expérience presque parfaite » a été lancé. Avec à la clé, une vidéo et des planches illustrées pour les lauréats. Enfin, la FCSF a pris appui sur cestpossible.me dans le cadre des JPAG (plusieurs des expériences présentées ont été valorisées sur la plateforme). Un développement, d'abord axé sur la qualité des démarches, à poursuivre en 2019 !

TENK : Le documentaire s'invite dans les centres sociaux pour une deuxième année

La FCSF et Tènk – plateforme de films documentaires en ligne – ont lancé en 2017/2018 une expérimentation pour renforcer l'usage du cinéma documentaire au sein des pratiques des centres

sociaux. Sur cette première année, 232 documentaires ont été vus ou projetés (21 territoires concernés). L'expérience est prolongée et améliorée en 2018/2019 pour mieux répondre aux usages et besoins du réseau. 18 films pour la projection publique seront négociés avec les ayants-droits, répartis sur l'année et accessibles pendant 2 mois sur Tènk. Au-delà, une nouvelle convention prévoit un tarif préférentiel (50 euros), afin que les centres puissent continuer à projeter ces films pendant un an.



↑ Flyer du résultat du concours

Témoignage

Nicolas Boilloux, directeur du centre social Cusset à Villeurbanne, gagnant du concours

« Remplir une fiche sur cestpossible.me permet de se réinterroger sur son projet et de ne pas rester dans la routine. On a pu évaluer tout ce qui s'est passé depuis 4 ans et nous nous sommes rendus compte que c'était énorme. Au quotidien, on ne s'en rend plus compte. Le fait d'avoir gagné le jeu concours nous donne également une certaine reconnaissance et donne l'occasion de consolider nos activités. Ça a également attiré l'attention de la presse locale ! »

Malika Djehiche, directrice de la garderie Case-noisettes

« La plus-value du projet casse noisettes nous permettra d'essaimer l'action dans d'autres structures voire sur d'autres territoires à l'échelle du Rhône et peut-être national. Surtout de montrer que c'est possible ! »

Favoriser l'apprentissage de nouveaux savoir faire

La qualification des bénévoles et professionnel.le.s du réseau est une dimension essentielle pour mettre en œuvre le projet fédéral, en particulier dans son axe transversal : le développement du pouvoir d'agir. Une approche qui nécessite de revisiter postures et savoir-faire, tout en se ressourçant sur des questions et enjeux de société.

Au cours de cette année, un certain nombre d'actions ont été conduites au service de ce projet :

- des temps forts ont mis le réseau en réflexion, engager ses acteurs dans une dynamique nouvelle, leur permettre de faire le pas de côté, renforcer leurs convictions,
- des actions de formation ont permis de développer et de structurer de nouvelles compétences,
- des temps d'échanges, de retours d'expériences, d'observation ont facilité la conscientisation et la mise en pratique.

Autour de l'axe prioritaire du projet fédéral : le développement du pouvoir d'agir

Une seconde édition pour les cogitations politiques et citoyennes !

Cette seconde édition des cogitations politiques et citoyennes a été organisée en mars à Angoulême, en partenariat avec la coordination Nouvelle Aquitaine. 31 administrateur.trice.s issu.e.s de 15 fédérations ont planché sur « Travail associé, pouvoir, leadership et démocratie » durant trois jours.

Ces cogitations citoyennes ont mis l'accent sur :

- Le travail associé (définition, intérêts et difficultés, enjeux dans le portage politique),
- Le pouvoir dans nos organisations (notamment à partir de la distinction entre pouvoir relationnel et pouvoir positionnel),
- Les notions de « leadership » et de « leaders » qui sont peu utilisées dans notre réseau, mais qui nous invitent à travailler sur la manière dont chacun.e assume des responsabilités et mobilise d'autres personnes,
- La démocratie française et ses spécificités : anthropologique, philosophique et sociologique.

Une édition réussie (aux dires des participant.e.s) et qui donnera sans doute lieu à une troisième !

JPAG : des habitants au pouvoir, utopie ou réalité ?

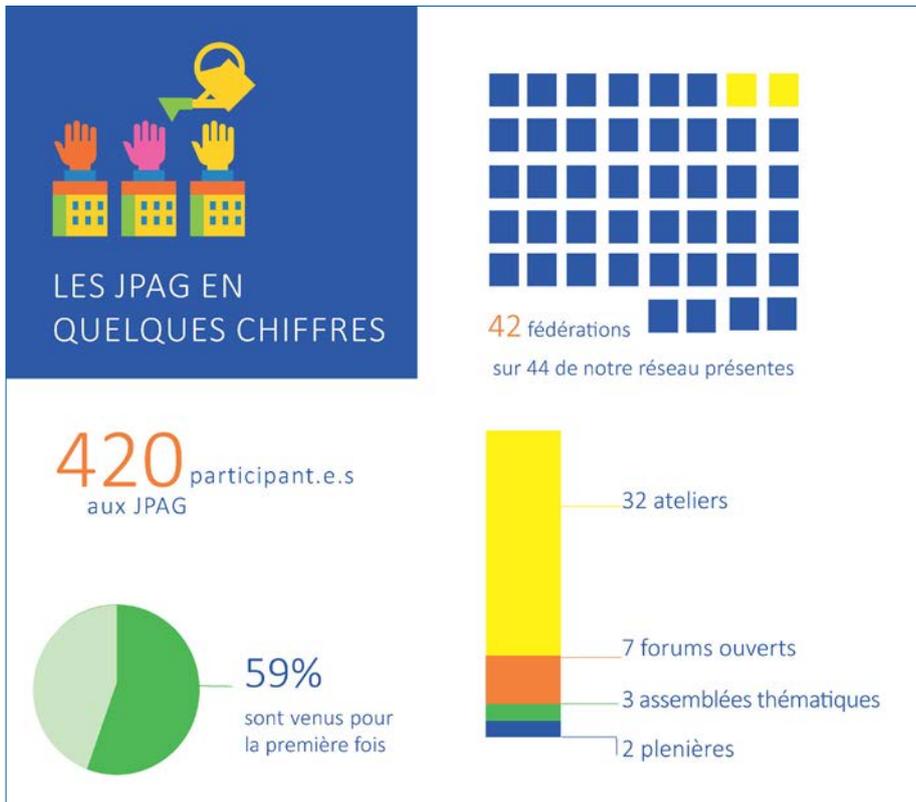
En novembre 2018 se tenait la 6ème édition des JPAG, organisée à Strasbourg avec la Fédération du Bas-Rhin. Les JPAG 2018, ce sont 3 journées pour interroger nos postures professionnelles et celles du centre social, le travail associé et le pilotage partagé, afin de permettre le portage politique des centres sociaux par les habitant.e.s.

Le portage par les habitant.e.s est une des orientations forte portée par le réseau, rappelée lors du mi-temps du projet fédéral en Flandre Maritime lors de l'Escale. Si les centres sociaux portent dans leur ADN la question de la place des habitant.e.s sur les territoires, et ce depuis leur création, il est primordial d'avancer conjointement sur les conditions du portage politique par les habitant.e.s et la démocratie de nos instances pour qu'ils.elles puissent, sur le territoire comme au sein du centre social, faire émerger et porter une parole collective.

Quelle place pour les habitant.e.s dans les espaces de décision du centre social et des fédérations ? Quelle posture adopter pour travailler ensemble, professionnel.le.s et habitant.e.s, de manière associée ? Comment accompagner les habitant.e.s à prendre et porter leur parole jusque dans nos instances ? Autant de questions mises au travail cette année à travers des ateliers qui ont donné la priorité au partage d'expériences du réseau et à la production collective, afin de favoriser l'échange de pratiques et de valoriser les ressources produites en interne.

Et afin de permettre aux centres et aux fédérations de se mettre au travail localement à la suite de ces JPAG, nous travaillons à la capitalisation (publication papier et en ligne) de ce qui a été produit, accompagné de ressources et d'outils ; un travail à s'approprier, à faire vivre et à enrichir en réseau.

En parallèle des JPAG se tenaient les JPJ (Journées Professionnelles Jeunesse) proposées par la fédération du Bas-Rhin sur la place des jeunes et des projets jeunesses sur nos territoires et dans nos structures. Celles-ci étaient destinées aux professionnel.le.s du réseau travaillant avec des jeunes.



La Formation à Visée émancipatrice (FAVE)

La FAVE se diffuse dans le réseau ! Une trentaine de personnes issues d'une quinzaine de fédérations locales « formatrices » se sont saisies des contenus, des formats de la FAVE et les ont fait évoluer au cours des années, avec leurs expériences et leur expertise (approche Yann Le Bossé, appropriation de l'espace public, « aller vers », ...). A leur demande, la FCSF a organisé en juillet un temps d'échange de pratiques et de mutualisation d'outils. Les 21 personnes présentes ont défini plusieurs éléments fondamentaux de ce

qu'est une FAVE (affirmer la dimension politique et le sens que l'on donne aux actions collectives, impliquer des bénévoles et des professionnels de la même structure, intégrer des contenus incontournables).

Prochains travaux de ce chantier : créer un espace de capitalisation et de partage des outils et des ressources, renforcer certains contenus, améliorer des supports pédagogiques ... et bien sûr, continuer à former d'autres animateur.ice.s dans le réseau.

A suivre donc !

Témoignage

Olivier Joulain,

chargé de mission à la fédération Maine & Loire / Mayenne, animateur de FAVE



Une FAVE, c'est quoi ?

La FAVE (Formation à Visée Emancipatrice) c'est une formation pratique sur une façon de mettre en œuvre le pouvoir d'agir des habitant.e.s. Ce qu'on propose aux participant.e.s c'est un maximum d'éléments de compréhension sur le pouvoir d'agir et les postures, et des outils d'accompagnement. L'idée c'est que l'ensemble du centre social soit partie prenante. Cette formation s'adresse à des binômes administrateur.rice / bénévole et salarié.e. Les méthodes utilisées s'inscrivent dans la pédagogie active. Le but c'est qu'elles soient appropriables pour les mettre en œuvre avec les habitant.e.s et les bénévoles.

Quels impacts la FAVE a-t-elle sur notre réseau ?

Elle a produit deux choses : une réflexion et un début de transformation des modalités de gouvernance. Et un travail encore plus grand d'écoute des habitant.e.s, qui permet de se recentrer encore plus sur ce que les habitant.e.s considèrent être important pour eux.elles. Et donc

de pouvoir répondre à certaines problématiques d'habitant.e.s par autre chose que par du service.

Quels sont les éléments de mise en œuvre sur le terrain ?

Ce que j'ai beaucoup observé ce sont les nouvelles pratiques d'écoutes des habitant.e.s hors les murs. On voit aussi, notamment dans notre fédération de centres sociaux, que les choses sont de plus en plus liées. Le travail sur la gouvernance se travaille dans la perspective du pouvoir d'agir des habitant.e.s. A Doué La Fontaine par exemple ils ont débuté une formation avec l'université pour penser à d'autres modes de fonctionnement du centre social. A d'autres endroits, ils ont mis en place des groupes projet avec habitant.e.s décisionnaires. Plusieurs centres ont également démarré des campagnes d'écoutes des habitant.e.s dans le cadre du renouvellement du projet social de leurs centres. C'est un des éléments socles de la FAVE, on essaye de généraliser cette façon de faire.

Autour de l'activité d'organisme de formation

La FCSF porte et anime une activité d'organisme de formation depuis plus de 15 ans. Cela nous permet de proposer aux salarié.e.s du réseau de nombreuses formations directement liées aux missions d'un centre social dont les actions socles comme « Adaptation aux Fonctions de Nouveau Responsable » ou « Modèles économiques du centre social – Présent et avenir » présentées ci-joint. L'activité d'organisme de formation est assez faible, puisque la FCSF a formé environ 100 stagiaires (hors JPAG). Des perspectives de développement existent, elles seront à intégrer dans la réflexion globale sur l'avenir des organismes de formation que nous allons engager avec le réseau en 2019.

En effet, l'activité d'organisme de formation, comme celle de tous les organismes de formation du réseau, va être impactée de façon importante par la réforme de la formation professionnelle en cours (démarche qualité labellisée, fléchage des financements, ...). 25 personnes – 14 salarié.e.s et 11 administrateur.rice.s - issues de 18 fédérations locales, ont engagé la réflexion sur les enjeux pour le réseau lors du séminaire du 13 octobre 2018. Ce chantier doit nous permettre de définir une stratégie visant à conserver la maîtrise de nos pratiques.

L'AFNR : qu'est-ce que c'est ?

Cette action de 9 jours est une formation socle proposée depuis plus de 10 ans. Elle vise à renforcer la posture professionnelle de responsable de centre social et aborde tous les fondamentaux du pilotage pour les faire monter en compétences sur les éléments suivants :

- Les fondamentaux du concept centre social, son histoire, et son réseau
- Le centre social et son cadre d'intervention
- Comprendre et savoir mettre en œuvre le processus d'élaboration du projet social
- Une approche à la conduite d'une action collective à visée émancipatrice
- Renforcer l'organisation démocratique du centre social
- Penser de nouvelles formes de management au centre social
- Appréhender l'animation participative en centre social
- L'économie au service du projet social
- S'ouvrir à de nouvelles pensées de société en repensant une nouvelle forme d'éducation populaire
- S'approprier une posture de responsable adaptée au contexte spécifique des centres sociaux

Le travail de reconnaissance par la CNAF de cette action dans un parcours formatif pour les directions est toujours en cours. Un module sur le management d'équipe doit s'intégrer dans ce projet.

Formation			Nb de stagiaires	Nb d'heure de formation / stagiaires	Nb de formateurs E - Externe ** I - Interne
Intitulé	Nb de jour	Nb de session			
AFNR	9	4*	45	2835	Externe : 3 Interne : 3
De la parole à l'action citoyenne	6	1	11	462	Interne : 2
Modèles économiques du centre social : présent et avenir	6	1	11	462	Externe : 2
Développer des projets de mobilité européenne	5	1	9	315	Externe : 1
Faciliter la transmission et l'essaimage de la formation "action collective"	3	1	21	336	Externe : 1
Séjour exploratoire au Québec	5	1	8		Externe : 4
JPAG	3	1	350	5600	Externe : 5 Interne : 27

* 2 autres actions ont été réalisées cette année ; Elles étaient portées par la fédération NPDC et l'URACS
Nos partenaires sur les formations sont : Accolades – Li Consulting – Niska – Atout Diversité

Illustration avec la formation « Modèle économique du centre social : présent et avenir »

La session 2018 de la formation « Modèle économique du centre social : présent et avenir » a réuni 10 stagiaires à la FCSF sur 6 journées en septembre et novembre 2018. Animée par Isabelle Lachaussée de LI-Consulting, cette formation vise à acquérir des compétences pour analyser plus finement la structure socio-économique d'un centre social et travailler à l'articulation avec le projet social.

De la révision des notions de gestion au diagnostic financier et organisationnel, en passant par la stratégie financière, les stagiaires ont souligné une formation de qualité qui permet de prendre du recul sur des questions parfois complexes.

Prise de recul mais aussi enrichissements grâce aux nombreuses notions abordées, aux exercices pratiques, aux outils diffusés et à l'inscription de cette formation dans les travaux conduits par la FCSF sur l'accompagnement au changement des modèles socio-économiques des centres sociaux !

Autour d'autres démarches de sensibilisation et formation

Animation de sessions de formation des jeunes en service civique, de journées « oser une communication politique », organisation de programmes de stages d'observations en Europe... la qualification dans le réseau s'exprime aussi par des actions qui n'entrent pas dans le cadre de l'activité d'organisme de formation mais qui poursuivent les mêmes objectifs de développement de savoir faire, de réflexion sur les enjeux de société et de renforcement du pouvoir d'agir des habitants !

Un chantier national pour Fosfora « Renforcer le pouvoir d'agir des habitants dans le pilotage de notre réseau »

Le fonds Fosfora a été créé à l'origine pour accompagner l'implication progressive dans le projet et aider les responsables bénévoles à assumer leurs responsabilités (notamment en donnant aux acteurs du projet les moyens de mobiliser d'autres habitant.e.s et de former d'autres bénévoles ; en

Fab'us

(programme Erasmus+ Education et mobilité des adultes)

En 2018 s'est terminée la première expérimentation de stages d'observation Fabus 1 qui concernaient la FCSF et les fédérations des Ardennes, du Val d'Oise, de Seine Saint-Denis, de la Drôme, de Midi-Pyrénées, de la Vienne, soit 74 participant.e.s. Un cycle de stages d'observations à l'étranger pour leurs administrateur.rice.s et cadres, a permis depuis 2016 de recueillir une diversité de pratiques et d'enseignements, dans un souci de démultiplication à

moyen terme sur le réseau national.

Les stages ont eu lieu à Liège, Lleida, Londres, Stockholm et Berlin (membres de l'International Federation of Settlements). Un séminaire final de bilan et perspectives a eu lieu à Paris les 4 et 5 mai 2018 en présence des participants et des partenaires européens.

Fab'us va se poursuivre à travers un second projet qui va courir de 2018 à 2020.

étayant et outillant la responsabilité politique des administrateurs).

Une résolution a été proposée et adoptée lors de l'Assemblée générale pour faire le point sur le fonctionnement, le pilotage et l'utilisation du fonds. L'enjeu est que le réseau s'approprie davantage l'outil Fosfora pour réaffirmer le portage politique du réseau par des habitant.e.s comme socle de notre identité collective.

Un groupe de travail national est donc mandaté pour revoir le fonctionnement et le pilotage du fonds (quelles règles et pilotage plus partagé ?), mais aussi de faire des propositions pour lancer une démarche collective de qualification des bénévoles au portage politique.



Influer sur les politiques publiques

L'Escale, à mi année 2018 nous l'a rappelé : notre réseau souligne les enjeux prégnants en termes de reconnaissance de notre réseau par les pouvoirs publics et d'influence sur l'élaboration des politiques publiques. Un chantier va s'ouvrir en 2019 pour travailler en profondeur cette question, afin qu'une stratégie et des outils puissent être produits à l'échelle de l'ensemble du réseau, du local au national.

Mais, déjà, en 2018, la FCSF a continué à renforcer une démarche d'influence dans le cadre de l'élaboration ou la mise en œuvre de politiques publiques. Il faut dire que sur le plan national, le réseau des centres sociaux, son ancrage local et la qualité de ses démarches avec les habitants et les institutions sont très bien identifiés !

Porter notre analyse et nos propositions dans l'élaboration des politiques publiques

En 2018, la FCSF s'est inscrite dans des actions d'influence, dans plusieurs espaces. Négociation de la Convention d'Objectifs et de Gestion entre la CNAF et l'Etat, élaboration du plan pauvreté, concertation nationale sur la vie associative, feuille de route de la stratégie nationale d'appui à la parentalité... le FCSF (et le réseau) s'est positionnée pour porter notre vision, notre expertise et nos propositions.

Par exemple, dans le cadre du **Plan pauvreté**, au-delà d'une participation aux groupes de travail



Cogitations
citoyennes



↗ Le développement de pratiques d'accueil hors les murs, comme ici à Folschviller, une des propositions de la FCSF dans le cadre du Plan pauvreté

de la Délégation, nous avons produit et adressé au Délégué interministériel deux notes, l'une d'analyse la contribution de notre réseau à la lutte contre la pauvreté, l'autre de proposition sur un rôle renforcé des centres sociaux (garantie d'un accueil inconditionnel, développement de démarches d'aller vers, création de centres sociaux, écoute de la parole des habitant.e.s...).

Ces notes, partagées avec le réseau, ont entraîné deux rendez-vous de travail avec le Délégué interministériel, et on produit, in fine, quelques résultats, avec le rôle des centres sociaux mentionné à plusieurs reprises dans le plan présenté. Nous avons aussi pu rappeler ensemble à l'Etat que le centre social n'avait pas pour vocation de « s'occuper » d'un seul type de public mais bien d'agir avec l'ensemble des habitants d'un territoire, tout en portant, c'est vrai, une attention particulière aux personnes les plus en difficulté !

Pour appuyer cette démarche, un travail de relation presse engagé par la FCSF à l'occasion de la sortie du Plan a permis d'obtenir notamment un reportage sur les ondes de France Inter concernant l'action d'un centre social, le jour de son annonce.

Suite à cette parution, une rencontre nationale a été organisée le 22 septembre avec les président.e.s et délégué.e.s des fédérations pour analyser le Plan, identifier des éléments clés qui impactent les centres, et construire collectivement un positionnement à promouvoir dans l'ensemble de notre réseau (autour des questions d'accueil et accès aux droits, création de 400 centres sociaux...).

Le développement de pratiques d'accueil hors les murs, comme ici à Folschviller, une des propositions de la FCSF dans le cadre du Plan pauvreté

A l'occasion de la définition de la stratégie nationale **d'appui à la parentalité**, la FCSF a été moteur sur un groupe de travail en en prenant la vice-présidence (droit au répit) et en étant auditionné dans un autre groupe (sur l'appui entre pairs, via la fédération du Maine et Loire). Des séances de travail avec plusieurs fédérations ont permis de nourrir nos propositions et amener (et faire valider) des propositions autour, par exemple en termes de maillage territorial des réponses de modes de garde, d'appréhension élargie du droit au répit, de reconnaissance des compétences et ressources entre pairs, d'évaluation des actions avec les parents... Parallèlement, la FCSF a produit une note, entre analyse et propositions, adressée à la conseillère « famille » du président, qui a aussi donné lieu à un rendez-vous.



Le chiffre clé Senacs : 75% des centres sociaux animent une fonction d'accompagnement à la parentalité

Autour de la **concertation sur la vie associative...** Tout au long de l'année 2018, le Ministre de l'Éducation Nationale et la DJEPVA ont copiloté cette concertation avec le Mouvement Associatif. Nous y avons participé en défendant notamment quelques idées sur les questions de soutien à l'engagement. Au regard des toutes les concertations en cours au début de l'année 2018, nous avons choisi de nous impliquer de façon plus légère dans cette concerta-

tion. De plus, le CNAJEP, l'UNIOPSS, le Mouvement Associatif nous y représentaient fortement.

La FCSF a fréquemment rencontré le CGET tout au long de l'année en lien avec la **concertation nationale sur la Politique de la Ville**. Il faut dire que 600 centres sociaux de notre réseau interviennent dans les quartiers prioritaires, ce qui fait de notre réseau un acteur majeur dans ces territoires. Ces échanges nous ont également permis d'engager un dialogue nourri avec le Ministre de la Ville. Plusieurs propositions de la FCSF ont reçu un accueil favorable. Ainsi, une expérimentation, financée par le CGET en 2019, mettra en lumière la plus-value des centres sociaux « animateurs territoriaux », en soutien aux associations et initiatives du territoire.

Durant la période de négociation de la **COG entre l'Etat et la CNAF**, nous avons rapidement senti que le Gouvernement avait identifié les centres sociaux comme des acteurs intéressants pour la mise en œuvre de leurs politiques liées à la parentalité, la petite enfance, la politique de la ville, ceci essentiellement dans le cadre du « Plan pauvreté ». Nous avons également compris que l'Etat souhaitait développer de nouveaux centres sociaux dans les « zones blanches » (principalement les quartiers en politique de la ville non pourvus). Notre positionnement a été de dialoguer avec la CNAF autour de ces enjeux – tout en maintenant une exigence forte sur les fondamentaux du projet centre social : les habitant.e.s au pilotage, un accueil inconditionnel, l'intergénérationnel et la mixité. La journée du 22 septembre (mentionnée ci-avant) a aussi permis de mettre au travail 4 enjeux forts pour notre réseau autour de la territorialisation des politiques des CAF, de la petite enfance, la jeunesse et la création de centres sociaux en territoires politique de la ville.

Parallèlement, le réseau a été associé à une démarche auprès des parlementaires et des présidences des CAF autour du montant du Fonds National d'Action Sociale (FNAS), qui abonde les financements des centres sociaux, dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) Etat CNAF en cours d'élaboration. Une action qui n'a pas vraiment eu d'impact sur ce montant, mais qui a néanmoins marqué la présence et mis en lumière des propositions de notre réseau dans ce jeu d'acteurs.

De même, le fruit du chantier national vieillissement et les relations suivies entre la FCSF et le réseau avec la **CNAV** et les CARSAT, ont permis que

les centres sociaux soient identifiés et mentionnés (une première !) comme des acteurs importants dans la mise en œuvre de la COG Etat – CNAV.

Partager le regard des habitants et interpeller sur les effets de l'action publique

Parmi les axes forts d'influence que la FCSF porte, l'un touche à la reconnaissance et la prise en compte par les pouvoirs publics de l'expertise et la parole des habitants est primordial. Il s'agit là en même temps d'un enjeu démocratique et qui relève de notre projet fédéral, sur le pouvoir d'agir des habitants.

Trois démarches ont donné lieu en 2018 à une mise en débat, dans l'espace public ou à l'occasion de rencontres nationales, de sujets sur lesquels les habitants et centres sociaux de notre réseau ont voulu défendre des valeurs, partager des analyses ou formuler des propositions. La volonté de défendre des valeurs autour du droit inconditionnel de toutes et tous à l'apprentissage du français s'est concrétisée par une mobilisation dans une trentaine de villes, de centres sociaux, d'habitants, et d'autres associations pour sensibiliser le grand public et interpeller les pouvoirs publics sur cet enjeu. [voir aussi p.20]



Interpellation droit au français pour tous, devant la Préfecture de Bobigny

La démarche autour de la production et la parution du rapport biennal sur la vie des habitants dans les quartiers prioritaires a été portée « publiquement » par une action presse organisée et une rencontre nationale réunissant 150 habitants, professionnel.le.s, élu.e.s et le ministre de la Ville [voir aussi p.21].

Cette rencontre a ainsi été une occasion, pour les habitant.e.s de construire collectivement des interpellations, mises au débat avec le ministre et le coprésident du CNV. Une action qui s'est poursuivie par des présentations auprès du CGET et de l'ANRU notamment.

Le chantier protection sociale, qui a posé plusieurs principes pour une protection sociale plus juste et solidaire, s'est traduit par un « happening » face à l'Assemblée nationale à l'occasion de l'anniversaire des ordonnances portant création de la sécurité sociale, une tribune dans le Monde, et un forum national [voir aussi p.20].

Autant d'actions dont les fruits ne peuvent se mesurer que dans la durée, mais qui contribuent à la reconnaissance de l'expertise des centres et à la qualité de leurs propositions et positions, basées sur un ancrage local fort une relation de proximité avec les habitants comme les institutions, et des valeurs autour de démocratie, justice sociale, réellement incarnées au quotidien.



Le chiffre clé Senacs : plus de 7400 débats organisés en 2018 dans les centres sociaux

Une démarche au long cours

Outre la participation soutenue de la FCSF à de nombreux groupes de travail institutionnels nationaux, plusieurs membres de la commission des Affaires sociales de **l'Assemblée nationale et du Sénat** ont été rencontré.e.s courant 2018, pour porter auprès d'eux notre regard sur des enjeux

Témoignage

Claudie Miller,

présidente de la FCSF



En 2018, la FCSF a été très impliquée dans plusieurs concertations nationales. Pourquoi c'était important d'y être ?

Déjà, cela traduit une reconnaissance du réseau importante. En participant à ces concertations nationales, on répond aussi à une demande du réseau qui veut qu'on le représente à ce niveau-là. Et vis-à-vis du gouvernement, ça permet de nous situer à la bonne place, sur les bons sujets. De passer nos messages aux instances les plus importantes. Notre rôle d'influence consiste à faire remonter ce qu'on connaît du terrain, ce qu'on vit avec les gens pour agir sur les politiques publiques et produire de la transformation sociale. On fait entendre la petite musique des centres sociaux !

Dans ces groupes, qu'est-ce que vous avez défendu, tenu ?

Nous avons eu une présence assez importante dans le groupe de travail sur le Plan Pauvreté. Nous avons défendu notre conviction qu'il fallait traiter les causes de la pauvreté plutôt que les conséquences. Nous avons aussi eu toute une

réflexion autour de la vie associative, suite au gel des emplois aidés. Cela nous a permis de montrer de quelle façon les centres sociaux étaient engagés dans l'accompagnement des habitant.e.s et de faire remonter les difficultés des petites associations sur le terrain. On a vu très concrètement quel impact la suppression des emplois aidés avait sur la vie associative. Enfin, nous avons participé à toutes les discussions autour de la COG (Convention d'objectifs et de gestion avec la CNAF) et nous nous sommes battu.e.s notamment pour que les territoires ruraux soient autant reconnus que les territoires en politique de la ville.

Qu'est-ce que le réseau a obtenu ?

Le réseau est fortement impliqué dans la mise en œuvre du Plan Pauvreté. Une nouvelle dynamique se met en place autour de la parentalité, qu'on travaille depuis toujours. Le Plan Pauvreté a remis en mouvement et renforcé une réflexion autour de cette dimension-là, au niveau des crèches notamment. Nous avons également obtenu une COG plutôt favorable, avec des conventions pluri annuelles que l'on a beaucoup défendu.

de société comme de l'action des centres sociaux et son impact.

Et, en complément ou appui au travail conséquent entrepris au quotidien par les fédérations et les centres sociaux auprès de leurs interlocuteurs locaux, la FCSF a animé en 2018 3 formations en fédérations (1 en Moselle, 2 en Vaucluse) auprès d'administrateur.rice.s de fédérations et centres sociaux, sur le thème « **Oser une communication politique** ». L'intention : apporter des clés de compréhension sur les contextes territoriaux et institutionnels et proposer des jalons pour une relation réussie avec des élus.

En 2019, l'enjeu va consister à appréhender cette question d'une stratégie d'influence à l'échelle de l'ensemble de notre réseau !

Développer les relations presse pour faire connaître nos pratiques et nos analyses

Pour appuyer ces démarches, la FCSF a commencé à réinvestir le champ des relations presse, levier pour la reconnaissance des centres sociaux et de leur expertise. Trois actions ont ainsi été menées spécifiquement en 2018 : autour de la parution de la plaquette Senacs, autour de la sortie du Plan pauvreté, et autour de la parution du rapport biennal. Trois démarches avec des points d'accroche différents : un regard sur les centres sociaux, un regard sur la contribution des centres sociaux à la lutte contre la pauvreté, un regard sur la parole d'habitant.e.s, recueillie par des centres sociaux.

Ces démarches construites (communiqués et dossiers de presse, identification de sujets en amont,

contacts presse et relance) ont porté leurs fruits. Des articles et reportages dans des médias généralistes (reportages sur France inter, France info, participation à la matinale de France info, la Croix, la Vie, l'Humanité, le Figaro) ou spécialisés (la Gazette des communes, les ASH, Localtis, Union sociale) ont ainsi été publiés et diffusés. La FCSF a également appuyé l'URACS autour de la signature d'une convention entre l'Union et AG2R La Mondiale.

Objectif en 2019 : structurer une démarche de presse pour que l'action et le positionnement des centres sociaux soient relayés de manière récurrente.



↑ Une du journal Union sociale, janvier 2019



↙ Extrait de l'article paru sur le site de France Info, dans le cadre de l'interview de la matinale de la radio, le 12 janvier 2019

Au sein du réseau, communiquer et partager la richesse de nos approches

Notre réseau est riche ! De la diversité de ses pratiques et analyses, des personnes qui incarnent les centres sociaux et leur action. Une richesse qu'il importe de rendre visible et faire vivre dans notre beau réseau de 1230 centres, la cinquantaine de fédérations et unions... et auprès des acteurs institutionnels locaux comme nationaux.

Informers, partager et donner de la visibilité au réseau

Communication web : renforcer notre visibilité

En 2018, le travail d'alimentation régulière du site web pour informer le réseau et valoriser leurs actions a suivi son cours. Outre les actualités nationales, une attention particulière a été portée à la valorisation des démarches et expériences des fédérations et centres sociaux, en lien notamment avec des actualités nationales (plan pauvreté, gilets jaunes...). Aux côtés d'articles, le nombre de vidéos produites a augmenté (témoignages d'habitant.e.s, bénévoles et professionnel.le.s).

Fait notable de 2018 : le lancement d'un chantier sur la refonte du site de la FCSF. L'objectif : avoir courant 2019 un nouveau site joli, moderne, clair et utile pour le réseau et pour le grand public !

En termes de réseaux sociaux, Facebook et Twitter sont alimentés quasiment tous les jours et très dynamiques lors d'événements nationaux. La FCSF compte une grande communauté : 3454 abonnés sur Facebook (343 de plus qu'en 2017) et 2757 sur Twitter (282 de plus). La FCSF a expérimenté en 2018, sur trois événements (l'interpellation du 4 octobre sur la protection sociale, les JPAG, la rencontre de restitution du rapport biennal), une animation renforcée de nos réseaux sociaux (cf ci-contre), ayant produit un impact notable.

Outre les deux newsletters envoyées tous les deux mois (une « générale » envoyée à plus de 4000 abonnés reprenant les articles phares du site et « En direct de la fabrique » envoyée à plus de 1000 acteurs fédéraux), une nouvelle lettre destinée aux adhérents

directs a été lancé pour donner accès à une information sur les chantiers et ressources de la FCSF, mais surtout mettre en valeur les dynamiques d'animation à l'œuvre dans ces territoires !

Raconter en direct nos événements, se nourrir dans la durée



Interview d'un participant à la présentation du rapport biennal, diffusée en ligne quelques minutes après.

En 2018 (et tout début 2019), la FCSF a expérimenté à trois reprises le principe de la production, pendant de gros événements, de courtes séquences vidéos et d'une animation Twitter et Facebook renforcée. Concrètement, un e-reporter a participé à nos journées et réalisé des interviews d'intervenant.e.s, de participant.e.s, tant sur les apports des uns et des autres que sur le ressenti sur les rencontres. Diffusées quasi en direct sur nos réseaux sociaux, ces vidéos et l'animation renforcée des réseaux sociaux ont eu un effet immédiat en termes de flux, de partages et de relais de nos vidéos et messages ! Au-delà, une partie de ces vidéos (« faire de l'accueil hors les murs, c'est quoi ? », « repenser son modèle socioéconomique, ça veut dire quoi ? », « pourquoi se poser la question du pilotage par les habitant.e.s ? ») seront réexploitées sur le site de la FCSF ou lors d'autres rencontres !

C'est possible ! : faire une pause pour mieux repartir

Lancé en mai 2015, C'est Possible ! est le journal du projet fédéral de la FCSF, pour accompagner l'avancée de nos travaux sur le pouvoir d'agir. 12 numéros plus tard, dont deux en 2018 « Mobilité dans les territoires – Bougeons nous ! » et « Nord Pas de Calais : le pouvoir d'agir à fond la forme », il a été décidé de faire une pause afin de se questionner sur la diffusion du journal. Initialement pensé sur le mode de l'abonnement, celui-ci comptait de moins en moins d'abonnés.

Un nouveau souffle était donc nécessaire pour réfléchir à une nouvelle formule pour cet outil dont le contenu est reconnu de qualité et qui constitue un lien direct entre la FCSF et les centres sociaux. L'équipe de C'est Possible ! en a profité pour questionner le réseau sur sa vision et ses attentes pour ce journal. Il en est ressorti l'enjeu d'avoir un format magazine, plus moderne et aéré, avec des expériences variées dans le dossier et diffusée largement à tout le réseau. A découvrir en 2019 à l'AG de la FCSF !

Cestpossible.me : partager la richesse de nos initiatives

La plateforme cestpossible.me est un bel outil de mise en visibilité de la qualité des initiatives de centres sociaux qui apportent du changement ! [voir aussi p.27]

Lettres d'infos : informer pour piloter et animer

La FCSF a diffusé 6 numéros de sa lettre « En direct de la Fabrique », destinée aux administrateur.rice.s et cadres des fédérations, ainsi qu'un document sur l'avancée des chantiers en préalable à chaque CA de la FCSF. L'information des administrateur.rice.s : une condition pour le pilotage des projets... pour les centres comme pour nos fédérations !

Communication dans notre réseau : argumenter pour renforcer nos pratiques

Une dizaine de fédérations sont dotées de chargé.e.s de mission communication. La FCSF a animé un groupe de travail avec eux.elles pour partager expériences, réfléchir à la place de la communication dans le réseau et produire des outils sur la communication, au service du réseau. Un argumentaire « De l'enjeu de communiquer dans

et sur les centres sociaux - petit argumentaire à l'usage des convertis... pour convaincre réfractaires et dubitatifs » a notamment été produit et diffusé dans le réseau.



Visuel de l'argumentaire

Plateforme mutualisée des sites centres-sociaux.fr : moderniser pour faciliter les usages

En 2018, la plateforme mutualisée des sites centres-sociaux.fr – qui héberge plus de 500 sites du réseau – a fait peau neuve. A partir d'un travail engagé avec un groupe de référents des fédérations, la plateforme a été repensée afin d'offrir au réseau un outil plus moderne, plus intuitif et plus simple d'utilisation. Le groupe de travail avec les référent.e.s reste également actif pour accompagner les centres sur des questions liées à leurs sites web. Objectif : accompagner notre réseau dans l'animation de ses outils numériques. Avec, en prime, un enjeu en termes d'image !

Capitaliser et nourrir

2018, a été une année riche en productions pour la FCSF. Entre rapports, synthèses de rencontres, foires aux questions, capitalisations d'expérimentations et de chantiers au long cours et vidéos, c'est la richesse des approches développées dans notre réseau qui est mise en exergue et diffusée tant auprès des centres et des fédérations locales que d'acteurs institutionnels locaux comme nationaux.



Il y a eu une cassure quelque part. Et maintenant on fait quoi ?

La parole de 250 habitant.e.s sur leur quartier populaire.



Aides aux projets vacances : la Foire aux questions

Pour tout savoir sur les APV et le cadre de leur mise en œuvre



Être un centre social dans un quartier prioritaire

Retour sur la rencontre de décembre 2017



Forum des territoires

Publication issue du Forum des Territoires, consacrée aux ruralités



Il était une fois... le Réseau Jeunes des Centres Sociaux

Retour sur 8 ans de développement du Réseau Jeunes



Le droit au français pour tous

Capitalisation d'une rencontre nationale en avril 2018



Les Tables de quartier

Capitalisation de l'expérimentation, kit méthodologique, portrait des Tables en France



La Vieillesse, une ressource pour la société. Avec les centres sociaux, fabriquer des possibles

Approche et plus-value de l'engagement des centres sociaux en matière de vieillissement



Magazines C'est Possible !

Avec 2 numéros parus en 2018 : « Nord-Pas-de-Calais : le pouvoir d'agir, à fond la forme » et « Mobilité dans les territoires, bougeons-nous ! »



RGPD et centres sociaux : la Foire aux questions

Tout comprendre sur l'impact de la mise en place du règlement général européen de protection des données.

Retour sur l'Escale 2018

L'ambiance et les travaux de l'Escale (vidéo)

Lancement du Congrès 2021

Pour vous donner l'eau à la bouche sur ce grand évènement à venir (vidéo)

Rapport biennal à Sedan & La Courneuve

2 reportages vidéos lors de rencontres avec les habitants

Retour sur les JPAG 2018

Trois jours pour creuser les conditions du pilotage par les habitants (vidéo)

Réseau jeunes

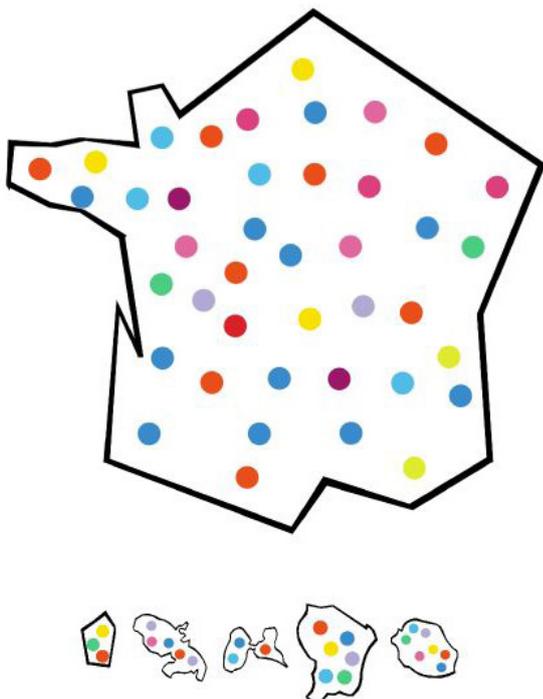
3 interviews de jeunes lors du réseau jeunes (vidéo)

Ces vidéos et toutes les interviews réalisées pendant les JPAG et la rencontre de présentation du rapport biennal sont à retrouver sur notre chaîne youtube www.youtube.com/Centresociaux

Accompagner et animer le réseau fédéral

L'accompagnement et l'appui au réseau sont deux dimensions fondamentales dans la vie et le dynamisme de notre fédéralisme. Il est ici tout à la fois question d'un lien de proximité avec les fédérations, qui s'incarne par une fonction de veille et de suivi des projets et de la vie des fédérations ; d'un appui et d'une contribution aux démarches ou réflexions des fédérations sur leurs chantiers, leur développement ; et de construction collective de stratégies et positionnements de notre réseau, qui puisse être portés nationalement comme localement, et qui fassent sens dans le réseau.

Notre réseau fédéral est aussi un réseau en plein développement. Un réseau quasi centenaire qui continue à grandir et s'épanouir : nouvelles adhésions de centres sociaux, dynamiques d'animations fédérales qui s'initient, apparition d'unions régionales, émergences de centres en outre-mer... nous pouvons être fiers de notre fédéralisme !



Animer le réseau et agir ensemble

Une stratégie du réseau pour la COG et le plan pauvreté

La Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) a été signée fin août entre l'Etat et la CNAF. Le « Plan Pauvreté » de l'Etat a, quant à lui, été présenté début septembre. Les centres sociaux sont très présents (et très sollicités) dans ces 2 documents.

Dès la signature de la COG, le Conseil d'administration national a décidé de proposer une stratégie au réseau. Il s'agissait d'être pro-actifs, de ne pas subir les pressions mais d'anticiper nos positionnements (le négociable, le non-négociable) ainsi que nos propositions.

Notre réseau a ainsi expérimenté une nouvelle façon d'agir ensemble : le 22 septembre 2018, nous nous sommes retrouvées à plus de 25 fédérations à la FCSF pour analyser la COG et le Plan Pauvreté voir quels étaient les enjeux pour le réseau.

Nous en avons déterminé 5 principaux autour de la jeunesse, de la petite-enfance, de la territorialisation des politiques des CAF, de l'accès aux droits et de la création annoncée de 400 centres sociaux. Il a alors été décidé de créer 5 petits groupes de travail (composés de 5 ou 6 personnes) pour faire des propositions au réseau d'ici à janvier 2019. Ces groupes se sont réunis 2 à 3 fois en conférence téléphonique et ont construit des propositions de stratégies, présentées au CA national, puis au séminaire des délégué.e.s avant d'être envoyées à tout le réseau.

Nous avons donc été capables de construire des propositions en 4 mois. Ceci devrait nous permettre, en 2019, dans notre dialogue avec la CNAF et l'Etat, de répondre à nos objectifs : proposer et ne pas subir la pression.

Parfois, il faut savoir agir vite ! Nous avons expérimenté que c'est possible même dans un « gros » réseau fédéral comme le nôtre !



Le chiffre clé Senacs : 600 000

personnes ont eu une information sur leurs droits dans les centres sociaux, 280 000 ont été accompagnées pour un accès aux droits

Séminaire des délégué.e.s, faire communauté

Habituellement, la FCSF propose 2 temps forts annuels aux délégués des fédérations : un séminaire de 2 jours à Paris et un séminaire thématique de 3 jours. En 2018, le séminaire thématique ne s'est pas tenu, les 4 jours d'Escale en Flandre Maritime mobilisaient fortement tout le réseau.

Le séminaire de janvier fut l'occasion pour Alain Cantarutti (arrivé à la FCSF 5 mois plus tôt) de présenter son rapport d'étonnement sur les enjeux auxquels le réseau est confronté ainsi que quelques propositions pour l'animation du réseau. Les questionnements des fédérations dans une période d'incertitude liée à la négociation de la COG ont été débattus, et les chantiers nationaux revisités.

Ce séminaire contribue fortement à la construction d'une « communauté » d'acteurs solidaires : où chaque fédération est tout à la fois autonome dans son projet et liée à un projet politique plus global !

Des moments essentiels à la vie de notre réseau.

Appuyer et accompagner les fédérations et les dynamiques fédérales

Des dynamiques fédérales nouvelles, des coopérations qui se construisent aux échelles régionales, un nombre d'adhérents en croissance, notre réseau poursuit son développement. Au 31 décembre 2018, 1237 centres sociaux étaient adhérents à la FCSF, dont 48 nouveaux pour l'année 2018 !

La fonction d'appui et de développement de la FCSF se traduit par :

- L'animation des relations avec ses adhérents : les fédérations reconnues et les centres sociaux adhérents directs,
- Le suivi des conventions d'accompagnement passées avec les fédérations récemment reconnues (Fédération Centre, fédération inter départementale Garonne—Occitanie ...),
- L'appui à la création de fédérations en devenir,
- L'accompagnement et le développement de réseaux fédérés sur des zones sans fédération,
- Le suivi des demandes d'adhésions reconnaissance,
- L'appui aux travaux du Conseil Technique National.

Ajoutons en 2018, l'appui aux initiatives des fédérations pour s'organiser à l'échelle des nouveaux territoires.

La carte page 44 présente succinctement les lieux et formes d'appui en 2018 dans notre réseau fédéré. On y trouve des interventions de nature différente.

Certaines sont ponctuelles, et se traduisent par des participations à des instances ou rencontres fédérales, à un appui à l'exercice des fonctions fédérales de base, à des coopérations (recrutement, restructuration, aide au montage de formation, co-animation de temps forts ...), à des demandes d'informations et documentation...

D'autres s'inscrivent dans des réflexions stratégiques de plus longue haleine, sur le devenir de la fédération (développement, partenariats, statuts, adhésion-reconnaissance, modèles socioéconomiques...), sur le développement de coopérations interfédérales et de temps de rencontres décentralisées sur des chantiers nationaux (Jeunesse, intercommunalités, SENACS, développement des MSAP, vieillissement...).

En 2018, on note plus particulièrement :

- le développement de plateformes de coopération à l'échelle des nouvelles régions en vue d'assurer notre présence à ces échelles,
- la démarche d'appui aux régions suite à l'organisation du séminaire par la tenue de 8 journées nationales décentralisées.
- la poursuite du travail de couverture fédérale de la démarche SENACS,
- l'appui au recrutement de plusieurs délégué.e.s.

La mise en œuvre de cette mission transversale concerne l'ensemble de l'équipe et membres du Conseil. Elle est suivie par le bureau fédéral et plus particulièrement par un groupe permanent de travail animé par Dominique Garet, Michele Trellu, Martine Wadier avec le concours d'Ayate Bensalem et Xavier Lionet.

Une nouvelle organisation opérationnelle à partir de l'année 2019 a été pensée au sein de l'équipe sur la base d'une répartition du suivi des fédérations par grande région par l'équipe de délégués nationaux, avec un pilotage par la délégation générale.

Adhésion reconnaissance : fin de la démarche d'actualisation

En 2018, la fédération nationale a finalisé le travail d'actualisation de la procédure d'adhésion reconnaissance. Deux journées nationales sur l'adhésion reconnaissance ont été organisées le 16 mai et le 18 octobre, elles ont rassemblé plus d'une vingtaine de fédérations. En partant des réalités, des attentes particulières des fédérations et des enjeux du développement du réseau, ces journées ont été l'occasion d'échanger sur : l'adaptation des statuts des fédérations, l'importance des démarches locales d'adhésions reconnaissance et leur articulation avec les attentes nationales, les critères de reconnaissance.

Ces critères de reconnaissance sont quel que soit le mode de gestion : l'existence, d'un projet social, d'instances de participation des habitants aux prises de décision et d'un travail associé salarié / bénévoles. L'expérimentation de la démarche en 2018 et les deux journées nationales ont contribué à la constitution d'un dossier d'adhésion reconnaissance simplifié et d'une foire aux questions. Une nouvelle organisation opérationnelle à partir de l'année 2019 a été pensée au sein de l'équipe sur la base d'une répartition du suivi des fédérations par grande région par l'équipe de délégué.e.s nationaux. les, avec un pilotage par la délégation générale.

Extrait de la Foire aux questions :

1. Pourquoi parle-t-on d'adhésion et de reconnaissance ?

Dans l'article 2.6 du RI est précisé que « L'adhésion fédérale manifeste la volonté d'appartenir à un réseau.

L'appartenance à ce réseau ne peut donc se concevoir que dans une double démarche :

- Celle du centre social dont le gestionnaire veut adhérer au projet porté par les membres du réseau et faire reconnaître par celui-ci le projet de son centre social.
- Celle du réseau qui reconnaît que les orientations et actions du centre social demandeur sont en adéquation avec ce projet commun et les valeurs de la Charte Fédérale.

Dans les deux cas, il s'agit d'un acte volontaire et formel concrétisé par une décision du Conseil d'administration concerné : c'est pourquoi la formulation "Adhésion-Reconnaissance" est employée ».

2. Qui peut demander à adhérer à la Fédération ?

Tout gestionnaire d'un projet territorial de développement local : cela peut être une association, une collectivité locale, une institution. Le préambule du Chapitre 2 du RI précise que :

« Les dispositions (...) sont communes à tous les projets de développement local d'un territoire, fédérés via une fédération locale comme aux associations, organismes (collectivités territoriales ou autres institutions) gérant des centres sociaux « adhérents directs » à la Fédération nationale. Le principe fondamental de la procédure est la reconnaissance du projet et non du gestionnaire : un centre = un projet = une adhésion et une reconnaissance = une cotisation. »

3. Sur quoi se base la fédération pour reconnaître le centre ?

Sur 3 dimensions :

- le projet du centre (en adéquation avec le diagnostic de territoire)
- la coopération bénévoles et salariés (le travail associé)
- la place des habitants et l'existence d'une instance formalisée de délibérations (diverses dénominations possibles : conseil d'animation, conseil de centre, comité d'usagers...)

[En Annexe, les articles 2.3 et 2.4 précisent ces deux derniers points]

Quelle que soit le mode de gestion, l'existence ou non d'un agrément, la Fédération engage sa responsabilité en attestant de la réalité d'une participation effective des habitants au pilotage ou de la volonté de sa mise en oeuvre avec un calendrier défini (Cf. Art 2.3 & 2.4 du RI .)

Allez, tour de France de notre réseau !

Normandie

- Normandie : Sur l'ensemble de la région : Appui démarches Senacs (convention de coopération avec Caf), Convention CARSAT, réunion des adhérents
- Eure : Convention coopération avec CAF Eure (animation de réseau/formation CAF et acteurs des cs/Senacs, (préfiguration de fédération)
- Seine-Maritime : Coopération avec association des centres sociaux de Seine-Maritime (préfiguration de fédération), Convention CARSAT, rencontre avec la ville du Havre

Bretagne

- Participation à la restitution du DLA collectif sur les partenariats privés
- Journée nationale décentralisée sur approche des institutions régionales

Centre

Contribution à la rencontre sur les modèles socioéconomiques (élaboration, participation à l'animation)
Temps de travail partagé avec la fédération

Pays de la Loire

- Union régionale : temps de travail avec le conseil d'administration
- Maine et Loire : participation AG et journée fédérale sur gouvernance
- Sarthe : participations au conseil d'administration, suivi de la convention compagnonnage
- Vendée : participation temps de travail numérique



Corse

Corse

- Création d'une association de préfiguration d'une fédération des centres sociaux de Corse

Nouvelle Aquitaine

- Nouvelle Aquitaine : Travaux de préfiguration de l'UR, journée FCSF décentralisée « régions », recrutement
- Charente Maritime : participation à la journée de mobilisation réseau emplois aidés, rencontre équipe fédérale et bureau
- Pyrénées Atlantiques : Participation au CA, intervention sur les partenariats privés
- Dordogne : Participation journée AVS FD/CAF
- Gironde : Participation instances dans le cadre fusion avec Aster – 2 COPIL « fusion », rencontre déléguée
- Limousin : Relations avec les centres sociaux via l'URECSO



Outre Mer

- Mayotte : prise de contact
- Réunion : échanges avec adhérents locaux et association locale
- Martinique : rencontre des centres, mise en place d'une formation- action des acteurs locaux, appui aux centres, préparation d'une journée départementale prévue en janvier 19,
- Guyane : Convention Caf FCSF, accompagnement de 10 porteurs de projet dans l'élaboration de leur projet social, 3 agréments en 2018. Travail avec la Caf sur le STAVS, Déplacement Claudie Miller et Dominique Garet
- Guadeloupe : appui directeur centre social

Occitanie

- Languedoc Roussillon : temps d'échange
- Fédération inter départementale Occitanie : Temps d'échange avec bureau, point sur convention compagnonnage

Ile de France

- Union régionale : travaux avec les instances sur le projet fédéral et nouvelle organisation
- Paris : aide au recrutement, participation à la mobilisation ASL
- Seine-Saint-Denis : aide au recrutement, participation à l'Assemblée générale, participation à la mobilisation ASL
- Yvelines : temps d'échanges avec des membres du bureau
- Hauts-de-Seine : participation à la mobilisation ASL
- Seine et-Marne : temps de rencontres avec Bureau / CA
- Val d'Oise : participation à la rencontre jeunesse

Hauts de France

- Nord-Pas-de-Calais : suivi démarche « centres sociaux connectés », préparation Escale, rencontre des équipes FCSF et Nord Pas-de-Calais, temps de rencontre avec délégué.e.s
- Picardie : appui à la création de la fédération Pays Picards, participation aux travaux du CA et AG.

Grand Est

- Grande région : appui aux travaux du CA Union régionale Grand Est
- Rencontre FCSF décentralisée sur approches « régions »
- Meuse : participation à des temps de rencontre avec la présidente et travaux du CA et bureau,
- Haut Rhin : participation CA et commission statuts
- Marne : 3 temps de rencontres sur devenir fédé, participation AG, recrutement,
- Ardennes : participation journée AVS

Bourgogne / Franche Comté

- Union régionale : accompagnement de la transformation de l'UR Bourgogne en UR Bourgogne Franche Comté
- Nièvre : temps de travail partagé avec le délégué et les instances
- Côte d'Or : temps de travail partagé fédération de Côte d'Or, participation à l'AG
- Doubs : temps de travail partagé avec les centres sociaux du Doubs

Auvergne - Rhône Alpes

- Union régionale : co- animation de la démarche de création de l'union Auvergne – Rhône-Alpes des Centres Sociaux

Rhône Alpes

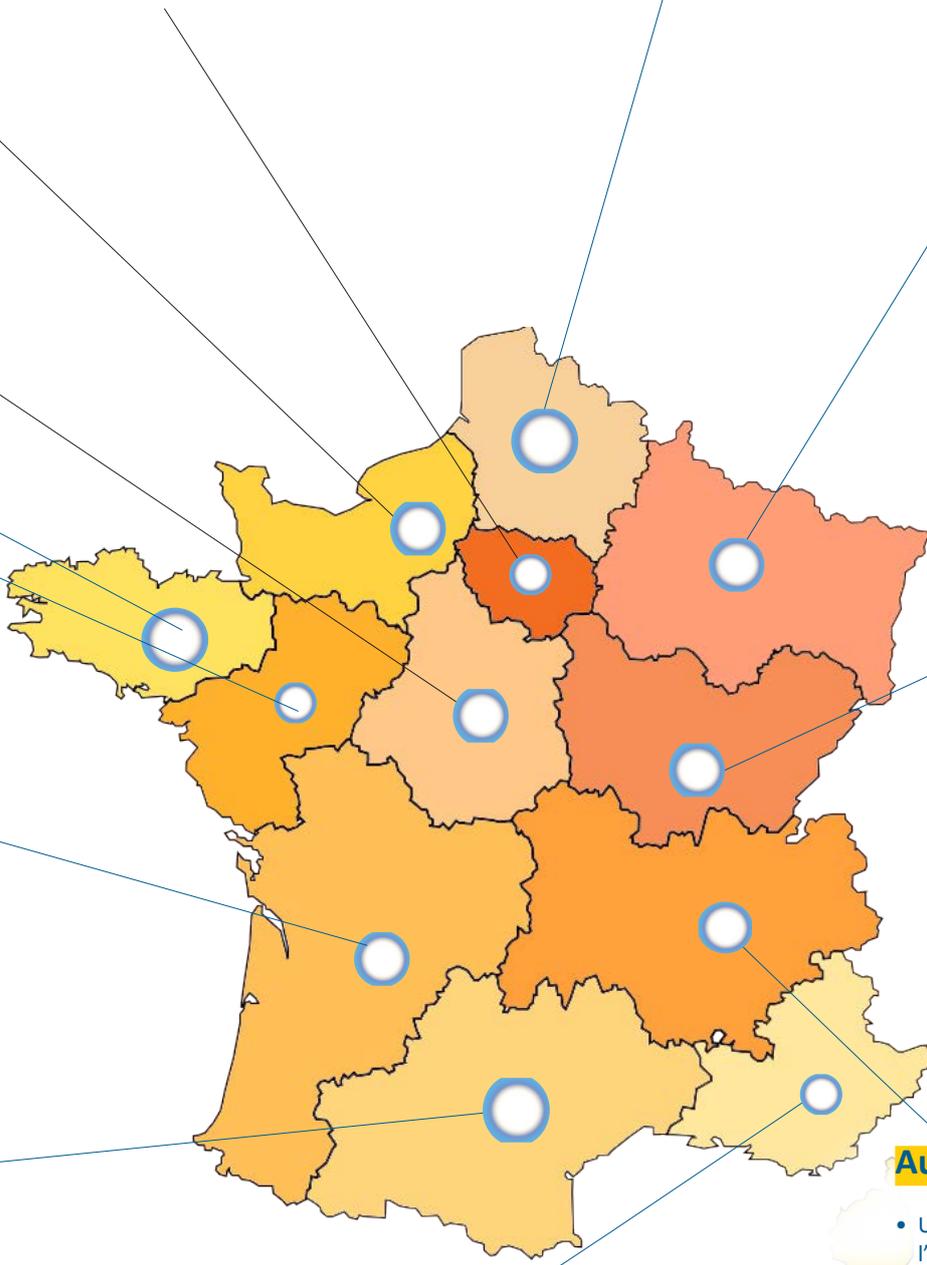
- Uracs : Intervention lors de la journée SENACS - impact social à Lyon
- 2 Savoie : participation AG
- Loire : travaux préparatoire à l'AG
- Rhône : Accompagnement embauche délégué.e et rencontre nouvelle déléguée
- Isère : participation Bureau

Auvergne

- Cantal : Participation à journée départementale jeunesse et temps d'échange avec CA sur démarche de création de fédération

PACA

- Union régionale : Journée FCSF décentralisée « régions » et approche stratégique
- Bouches-du-Rhône : rencontre bureau, participation AG
- Vaucluse : Participation au comité des directeur.rice.s
- Journée fédérale : Journée FCSF décentralisée « régions » et approche stratégique
- Var : Aide au recrutement, accompagnement instances, convention accompagnement, implication dans démarche de coopération centres et partenaires sur identification des enjeux des territoires
- Hautes Alpes : soutien à une démarche de coopération centre social et inter-communalité



Appuyer les adhérents directs et territoires non pourvus d'organisation fédérale

La relation et l'appui aux adhérents directs concerne le lien avec les centres sur des territoires dépourvus de fédérations (59 centres sont adhérents directs). Ce chiffre diminue compte tenu du développement de nouvelles fédérations. Sont concernés le Limousin, la Franche-Comté, les territoires Outremer, la Corse, la Normandie et quelques départements.

Les actions menées par la FCSF permettent d'appuyer les initiatives de centres pour se mettre en réseau, développer des démarches de coopérations avec des CAF ou des institutions et collectivités locales, contribuer au développement de la démarche SENACS, répondre aux sollicitations en assurant le développement d'actions spécifiques (formation, communication ...).

En 2018, les modalités d'intervention sont :

- L'appui à des démarches sur missions thématiques nationales : CARSAT, développement de démarches Senacs, formation des bénévoles (Fosfora), Jeunesse ...
- L'appui à des démarches collectives : organisation de temps forts, de formations, travaux avec les CAF (schémas, appui création de centres, coopérations)
- La structuration d'une vie fédérale : appui à la constitution de réseaux fédéraux (Seine Maritime, Franche-Comté...) ou travaux de préfiguration de fédérations (Corse, Cantal, Seine Maritime, Meurthe et Moselle ...)
- Le développement de partenariats avec des institutions (CAF, intercommunalités ...).

Cette mission a été portée en 2018 par la FCSF, l'URECSO (Limousin, Landes, Tarn et Garonne), l'UR Lorraine (Meurthe et Moselle), la Fédération Essonne Val de Marne (Normandie, Outremer), la Fédération de l'Allier (Puy-de-Dôme)/

Les Outre-Mer : un fort développement



Inauguration du centre social de Macouria

En 2018, le CA de la FCSF a souhaité s'engager plus fortement dans le développement des centres sociaux dans les Outre-Mer, dans un souci d'équité territoriale plus forte.

L'année a été consacrée à développer les partenariats avec les CAF de Guyane et de Martinique avec, notamment, une mission importante d'appui au développement de près de 30 structures AVS en Guyane (et l'inauguration du premier centre social guyanais en novembre), ainsi qu'une

rencontre avec les centres sociaux et la CAF de Martinique.

En fin d'année 2018, nous avons élaboré un plan d'action afin de renforcer encore ce développement en 2019 et 2020. Nous prévoyons ainsi la poursuite du développement en Guyane, un développement important en Martinique. La CAF de Guadeloupe nous sollicite pour une future mission et des contacts sont en cours avec la Réunion et Mayotte.

Pour la FCSF, outre l'appui au développement de projets, il s'agit également de construire les conditions d'une future vie fédérale dans chaque territoire. Nous allons ainsi pouvoir accueillir bientôt les futures fédérations de Guyane, de Martinique au sein de notre réseau fédéral !

Il est à noter que cet engagement fort correspond également aux enjeux de la COG CNAF puisque presque un tiers des nouvelles créations de centres sociaux prévus dans les quartiers prioritaires (260 prévus dans la COG) devraient se faire dans les Outre-Mer.



↑ Temps de travail avec
les centres sociaux
de Normandie

Association et appui à la construction des espaces de coopération Grandes régions

Hormis la Bretagne et la région Centre Val-de-Loire, où les fédérations existent à l'échelle régionale (ou anciennes régions), les fédérations départementales continuent de s'organiser en unions régionales afin de développer les relations avec les institutions à l'échelle des « nouvelles régions ».

Ces « espaces fédéraux régionaux » contribuent à bâtir des coopérations politiques et économiques avec les institutions régionales les conseils régionaux, portant sur la reconnaissance des centres sociaux en matière de création d'emplois, de formation, de santé, de citoyenneté, de création de richesses et développement de l'économie locale... L'émergence de nouvelles grandes régions amène les réseaux fédéraux à reconsidérer leur architecture et se rapprocher des nouveaux exécutifs sans remettre en cause le travail fédéral de proximité sur les territoires départementaux.

La FCSF s'est ainsi associée aux travaux développés par les fédérations et unions régionales sur les nouvelles grandes régions et a organisé sur 5 régions demandeuses des journées d'étude menées avec l'appui de Denis Vallance (Bourgogne Franche-Comté, PACA, Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Occitanie, Grand Est).

Ces journées ont permis entre autres d'échanger sur les problématiques internes au réseau ou liées à nos relations avec l'Etat, les collectivités, la sphère publique dans son ensemble, avec le monde associatif et plus largement les autres acteurs concernés par notre action (entreprises, réseaux d'élus, CCAS, travail social, milieu de l'Economie Sociale et Solidaire).

Des stratégies et démarches d'approche des institutions régionales ont ainsi été travaillées collectivement.

Témoignage

Jean Limeuil,

ex-Président de l'ex. URECSO



Vous avez participé aux rencontres autour de la coopération régionale, qu'est-ce que vous en avez tiré ?

Déjà, la différence entre coopération et partenariat. Le partenariat c'est lorsqu'on joue l'un.e en face de l'autre. La coopération c'est lorsque l'on joue en double, du même côté du filet. Au niveau interfédéral, la coopération se décline en 3 volets : politique, technique et économique. Ces 3 dimensions doivent être liées pour que ça fonctionne. Et il faut absolument que le politique et le technique marchent en même temps. La connaissance de l'autre est aussi très importante pour coopérer. Lorsqu'on est en coopération interfédérale, il faut trouver la complémentarité entre les acteurs. Mais quand on a des projets communs, c'est facile !

En 2018, vous avez contribué à la création de l'Union régionale nouvelle Aquitaine des centres sociaux. Pourquoi c'était important de faire évoluer l'organisation du fédéralisme dans cette grande région ?

Déjà du fait de la nouvelle organisation territoriale telle qu'elle a été imposée. Ça répond également à un besoin de représentation politique au niveau de cette grande région.

Sept fédérations ont travaillé sur cette nouvelle union. On a dû tenir compte notamment du problème de la non proximité géographique du fait de l'immensité du territoire. Il a fallu imaginer des outils, notamment pour communiquer entre nous ! Nous avons 3 objectifs de coopération interfédérale : mettre en place une fonction politique et stratégique ; faire l'articulation avec la fédération nationale ; assurer une fonction ressources à l'échelon régional en mettant en commun plusieurs chantiers et faire émerger des outils de coopération. C'est aussi l'idée que quand on est plus, on est plus forts. C'était également l'occasion de transformer nos modes de gouvernance à l'échelle de la grande région. On s'est éloigné des modèles traditionnels bureau, CA afin que la coopération soit plus ouverte aux bénévoles.



Renforcer nos partenariats et nos alliances



↑ Julien Denormandie, Ministre de la Ville et Patrick Braouezec, co-président du CNV, à la rencontre nationale sur le rapport biennal

La FCSF est en dialogue permanent avec de nombreuses institutions et associations nationales. Des relations qui prennent différentes formes : association à des réflexions et groupes de travail nationaux, représentation dans des conseils et instances de consultations, conventions et engagements réciproques, coopérations dans des collectifs...

2018 a été une année particulièrement chargée en élaboration de politiques publiques, pour lesquelles l'expertise de notre réseau a été fortement sollicitée. L'occasion pour nous de porter notre regard et nos propositions auprès de ministères et Délégations interministérielles !

Dans le cadre du dialogue sur les conventions qui nous lient à des institutions

Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF)

2018 fut une année particulière dans le cadre des relations entre la CNAF et la FCSF : la CNAF négociant puis validant (au cours de l'été) la nouvelle Convention d'Objectifs et de Gestion (COG). Dans ce cadre, nous avons eu un dialogue soutenu avec la CNAF, notamment dans le cadre de la négociation du Plan Pauvreté, mais aussi de la création de centres sociaux.

Parallèlement, des réflexions et quelques traductions opérationnelles se sont dessinées concernant l'observatoire national Senacs, qui couvre aujourd'hui la quasi-totalité des territoires.

Deux sujets ont notamment été abordés : l'utilité sociale (avec des premières questions dans le questionnaire), et la communication (évolution des supports de restitution). Le contexte est néanmoins complexe pour la CNAF comme pour notre réseau. En effet, la CNAF ne pense plus uniquement « centres sociaux » mais plus globalement « Animation de la Vie Sociale » (AVS). Elle a donc souhaité amorcer une évolution de l'observatoire en ce sens. Nous avons convenu ensemble d'engager une réflexion approfondie en 2019, tout en conservant notre pilotage partagé.

Enfin, la CNAF a connu des changements importants en fin d'année 2017 avec l'arrivée d'une nouvelle Présidente et d'un nouveau Directeur Général. L'année 2018 aura, là aussi, été consacrée à recréer des liens avec ces nouveaux interlocuteurs afin de poursuivre nos relations historiques.

De nombreux changements à la CNAF ainsi qu'une actualité très riche (COG, Plan Pauvreté) ont donc fait de l'année 2018 une année partenariale « bousculée ». C'est notamment notre réactivité et la force du projet centre social qui nous ont permis de trouver le chemin avec ce partenaire central.



↖ Couverture de la plaquette SENACS

Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (CNAV)

La CNAV a également négocié sa Convention d'Objectifs et de Gestion avec l'Etat en 2018. Notre partenariat s'est encore renforcé tout au long de l'année avec une compréhension mutuelle des

enjeux de chaque partenaire mais aussi une réelle appropriation de la plus-value du centre social sur les territoires : lieu de rencontre, de projets inter-générationnels et surtout lieu d'engagement au service du territoire.

La qualité de nos relations a même permis de faire apparaître, dans la COG CNAV-Etat, une fiche projet qui mentionne les centres sociaux comme des partenaires privilégiés des CARSAT (Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail) sur le terrain sur les questions de « bien vieillir ».



Le chiffre clé Senacs : Plus de 150 000 seniors touchés par les centres sociaux

Délégation générale à la Cohésion sociale (DGCS)

2018 fut une année de bilan de la convention qui nous lie avec la DGCS et de construction de la future convention. Celle-ci s'articule autour d'axes liés au renforcement du pouvoir d'agir des habitant.e.s (notamment via la stratégie de qualification), au renforcement de notre projet en direction des familles (parentalité, enfance, jeunesse, et vieillissement) et au développement d'une fonction d'ensemblier local, pour faciliter la mise en synergie des acteurs associatifs autour de ces enjeux. Petite déception : en 2018 l'Etat n'a voulu signer qu'une convention annuelle. Nous ne lâcherons pas sur le fait de la rendre pluriannuelle.

Commissariat Général à l'Égalité des territoires (CGET) et Ministère de la Cohésion des Territoires

Cette année, nous avons renforcé notre dialogue sur le rapport biennal, les conseils citoyens et les Tables de quartier ; ceci dans un contexte de concertation nationale sur la Politique de la ville où la question de la place des habitants n'a pas réellement été centrale. En lien avec les Régies de Quartier et Bleu Blanc Zèbre, nous avons négocié une expérimentation sur l'animation territoriale, qui devrait démarrer en 2019.

En fin d'année 2018, nous avons également changé d'interlocuteur au CGET avec l'arrivée de Monsieur Mariani, Directeur de la Ville, que nous avons rencontré et avec qui les discussions ont rapidement pu reprendre autour de nos projets.

Ministère de la culture

Dans le cadre de la préparation de la nouvelle CPO culture avec le ministère de la Culture et de

la communication, plusieurs réunions ont eu lieu avec d'autres fédérations d'éducation populaire signataires de la charte culture éducation populaire afin de préparer la CPO 2019 – 2021.

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA)

La CCMSA a également connu un changement important en 2018, avec le départ de Bruno Lachenaie, directeur de l'action sociale de la Caisse. Isabelle Ouadragado, qui siège au CA de la FCSF, a permis de maintenir le dialogue tout au long de l'année et nous avons ainsi pu prendre contact avec la nouvelle directrice de l'action sociale.

Ce partenariat est important pour notre réseau : un grand nombre de centres sociaux adhérents agissent en milieu rural. Dans un moment où le gouvernement porte une attention particulière aux Quartiers en Politique de la Ville (QPV), nous pouvons ainsi faire vivre le fait que les centres sociaux sont utiles dans tous les territoires !

Agirc-Arco et AG2R La Mondiale

En 2018, nous avons entamé la discussion avec ces nouveaux partenaires autour des questions de vieillissement. En effet, AG2R La Mondiale a signé un partenariat fort avec l'Union Rhône-Alpes des Centres Sociaux pour la Région Auvergne Rhône-Alpes qui pourrait être amené à se développer dans l'ensemble des régions en 2019. Pour l'Agirc-Arco, une première rencontre a eu lieu avec l'ensemble des représentant.e.s régionaux. Celle-ci a permis à quelques premières fédérations d'engager des partenariats locaux. Ce partenariat devrait également se développer en 2019.

Agence Nationale des Chèques Vacances (ANCV)

Parmi ses missions, l'ANCV développe le droit aux vacances et aux loisirs pour tou.te.s en favorisant l'accès aux vacances des publics en difficulté économique et sociale. L'ANCV est associée à la FCSF depuis 1993 pour faciliter les départs en vacances d'habitant.e.s en situation de fragilité, via le programme « aide aux projets vacances » (APV) qui permet un soutien financier au séjour sous forme de chèques vacances. En 2018, le nombre de centres sociaux – et donc de familles – bénéficiant du dispositif a augmenté de presque 10%.

Agence Erasmus + Education des adultes

La FCSF a un partenariat fort avec l'agence qui a

accompagné la réflexion sur les projets de développement et qui a sollicité en 2018, plusieurs acteurs du réseau pour témoigner de leurs actions auprès d'autres acteurs de l'éducation non formelle comme la Fondation Abbé Pierre.

Territoires conseils

Depuis 2016, la FCSF et Territoires conseils (service de la Caisse des dépôts ayant pour mission principale l'information et l'accompagnement des élu-e-s des territoires ruraux et périurbains) sont engagés dans une convention partenariale afin de soutenir et d'accompagner le réseau de la FCSF en milieu rural et péri-urbain. Ce partenariat s'est principalement traduit en 2018 par l'organisation du Forum des territoires et la rédaction de la publication afférente : « Centres sociaux et collectivités : animer ensemble un projet de territoire ».

Dans le cadre de l'élaboration de politiques publiques

Délégation interministérielle à la Pauvreté, Direction générale de la cohésion sociale, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), ministère de la ville... : la FCSF a participé aux rencontres de concertation pour élaborer des politiques publiques.

[voir aussi pp.32-35]

Dans le cadre d'alliances et coopérations avec des réseaux associatifs

Réseau « vacances ensemble faisons vivre la solidarité ».

La FCSF est membre du Réseau vacances ensemble faisons vivre la solidarité. Composé d'une quinzaine d'associations de lutte contre la précarité (les Restos du Cœur, ATD Quart Monde, Vacances Ouvertes, etc.) et d'hébergeurs à vocation sociale, il a pour objet de promouvoir et de défendre le droit aux vacances pour toutes et tous. Pour ce faire, il mène des actions de plaidoyer politique, met en œuvre des actions collectives (journées de réflexion, séjours collectifs...) et constitue un lieu d'échanges d'informations et de partage d'expériences entre ses membres.

1001 Territoires pour la réussite de tous les enfants

La FCSF est membre depuis plusieurs années du

collectif national qui promeut la lutte contre les inégalités scolaires, en mobilisant les ressources du territoire, au premier desquelles les parents. Une vingtaine d'associations du champ éducatif composent ce collectif. [voir aussi p.20]

Collectif national pour une protection sociale solidaire

Ce collectif réunit la FCSF, le Secours catholique, le réseau des accorderies et l'association Aequitaz, autour de l'ambition de construire avec les habitants des principes d'une protection sociale qui soit plus solidaire et juste en France. [voir aussi p.20]

CNAJEP

La FCSF est membre du CNAJEP avec les autres têtes de réseau nationales de l'éducation populaire. Elle porte notamment des projets autour de la culture et de la parole des habitants.

Une représentation dans des instances nationales

FONJEP

La FCSF a participé aux instances du FONJEP (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire, organisme de co-gestion). En articulation avec les référents FONJEP régionaux, cette année a été consacrée notamment à la mise en place d'une recherche autour des modèles socio-économiques des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Pilotée par l'ADASI et impliquant 4 laboratoires de recherche (Rameau, Atemis, LISRA, Maison des Sciences et de l'Homme), 5 centres sociaux ou fédérations sont associés aux travaux.

Conseil National des Villes

Fin de la mandature en 2018 pour les membres du Conseil National des Villes dont la FCSF fait partie. Avant que le nouveau CNV soit installé en février 2019, plusieurs avis ont été rendus concernant des thèmes qui impactent les habitants et les territoires dans lesquels agissent les centres sociaux (les laissés-pour-compte du passage au tout numérique ; la place des femmes et des jeunes filles dans les espaces publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ; les préconisations du CNV pour le soutien et le développement des associations de proximité en QPV...).

PARTIE

III

PILOTAGE ET ANIMATION DE LA FCSF

Un Conseil d'administration « politique » et un Bureau « stratégique »

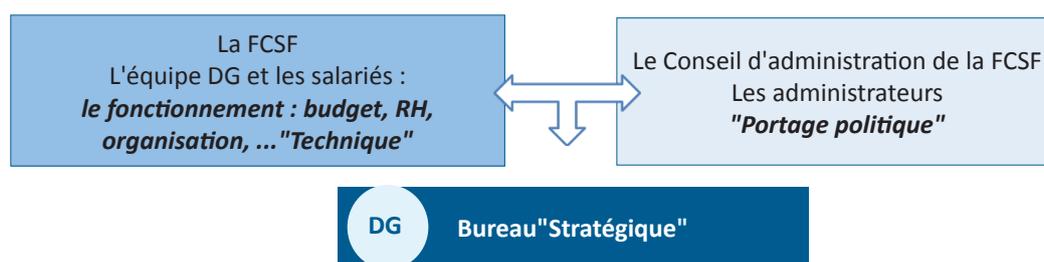
En 2018, à l'occasion de l'arrivée du nouveau Délégué général, nous avons réaffirmé le rôle de nos instances.

En effet, nous avons clairement repositionné le Conseil d'Administration sur les questions de « garant du sens », de veille. Il est porteur d'une vision à 3 ou 4 ans et met en œuvre les orientations politiques du projet fédéral. Il suit également les partenariats structurants de la FCSF

Le Bureau, quant à lui, porte les questions stratégiques, les partenariats, la vision à quelques mois, en lien avec le Délégué Général.

Créer les conditions du portage politique

La vision partagée



Les orientations, la cohérence globale, le sens, ...

Bureau

Présidente

Claudie MILLER
(Fédération des Deux Savoie)

Vice-président :

Dominique GARET
(Fédération du Nord Pas de Calais)

Co-Trésorière

Michèle TRELLE
(Fédération de Bretagne)

Co-Trésorier

Sébastien CHAUVET
(Fédération de Seine-et-Marne)

Secrétaire

Martine WADIER
(Fédération des Deux Savoie)

Murielle FLAMENT-PAYET

(Fédération de Bretagne)
Francisco GARCIA-CANELO
(Fédération de Seine-Saint-Denis)

Nabil KOUIDI

(Fédération du Val d'Oise)
Jean Philippe VANZEVEREN
(Fédération du Nord Pas de Calais)

Membres élus

Michel BRULIN
(Fédération du Nord Pas-de-Calais)

Alain CALONE
(Fédération de la Côte d'Azur)

Alain GOGUEY
(Fédération du Nord)

Jean Pierre LEVY
(Union des Bouches-du-Rhône)

Francine DELODE
(Fédération du Languedoc-Roussillon)

Ségolène DURAND
(Fédération de Seine-et-Marne)

Stéphane COUDRET
(Fédération de Charente)

Véronique MAGOT-ESTEVE
(Union des Bouches-du-Rhône)

Nabil KOUIDI
(Fédération du Val d'Oise)

Membres associés et cooptés

Jacques ELOY (Mémoires Vives Centres Sociaux)
Christian BRASSAC
(Fédération des centres sociaux du Bas Rhin)

Membres de droit

Pour la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF):
Titulaires : Christian CAILLIAU
– Ahmed HAMADI
Suppléants : Jean-Yves DELANOY
– Jacques RIMEIZE et Jean Marc BEDON / Eric DESROZIER

Pour la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA):
Isabelle OUEDRAOGO (titulaire) –
Myriam BOUZERIBA (suppléante)

Membres invité(e)s

Christophe BOUTIN
Martine MORIN

Des groupes stratégiques et thématiques

Pour la période 2019 – 2022, le Conseil d'Administration a validé le principe de faire vivre 4 groupes stratégiques (suivi du projet fédéral), d'un groupe congrès et 5 groupes de travail thématiques en lien avec les questions sociales prioritaires actées par l'association.

Les groupes stratégiques et groupes de travail thématiques sont animés et pilotés par un binôme administrateur – délégué qu'on appellera les « référents ».

Ces binômes ont pour mission de faire vivre les groupes pour que ceux-ci puissent mettre en œuvre la feuille de route. Ils rendent compte de leurs avancées et questions au Bureau et au Délégué général qui sont en charge de l'articulation globale des différents groupes et qui veillent à la cohérence globale des travaux (lien avec le projet fédéral, les moyens humains et économiques, ...).

Les 4 groupes stratégiques et le groupe Congrès :

- Axe A : Continuer à être en phase avec les questions sociales : animation de la fonction-ressource
- Axe B : Favoriser l'apprentissage de nouveaux savoir-faire : qualification des acteurs bénévoles et professionnels du réseau
- Axe D : Promouvoir notre projet politique et nos façons de faire : influence, notoriété et communication
- Axe F : Développer notre réseau et notre fédéralisme : appui, animation du réseau et fédéralisme
- Groupe Congrès 2021 : chargé de piloter l'organisation du Congrès en lien avec le réseau, avec nos priorités politiques et nos enjeux stratégiques.

A noter, le Conseil d'Administration propose d'abandonner l'idée d'un groupe stratégique sur l'Axe C : Changer nos façons et d'être ensemble et de faire société – coopération. Par contre, la dimension coopération doit se retrouver de façon transversale dans toutes nos façons de faire : à la FCSF, au sein du réseau, avec nos partenaires.

Les groupes de travail thématiques :

Le Conseil d'Administration a acté d'animer 4 groupes de travail thématiques autour de questions sociales importantes :

- La jeunesse : autour de la motion votée à l'AG 2016 à Vogüé,
- La parentalité, famille, l'éducation,
- Le vieillissement,
- L'évolution des modèles socio-économiques des centres sociaux,
- Le numérique.

Et des questions transversales : la culture, l'accès aux droits, l'Europe (essentiellement intégrée dans le groupe stratégique Axe B (qualification) et dans le groupe de travail « jeunesse »).

Des évolutions dans l'équipe professionnelle

Appui au réseau :

L'année 2019 se présente comme une année charnière autour de l'appui et l'animation au réseau. Depuis le début de l'année 2019, chaque salarié.e délégué.e de l'équipe Montcalm intervient comme référent en région sur l'appui au réseau avec un lien permanent avec les Fédérations locales en région, soit ponctuellement par téléphone ou bien dans l'année sur des temps forts organisés en région. La volonté marquée est le maintien régulier d'une relation soutenue entre la FCSF et les Fédérations locales pour ainsi favoriser un fédéralisme vivant.

Présentation de l'équipe de salarié.e.s :**Les délégué.e.s fédéraux.les, chargé.e.s de l'appui au réseau**

- Alain CANTARUTTI - délégué général Gestion de la FCSF Appui au réseau, Suivi des Chantiers Fédéraux, Relations externes.
- Hugo BARTHALAY - délégué national en charge du chantier mené autour des modèles socio-économiques, de la dimension famille et parentalité et l'appui au réseau Auvergne Rhône Alpes,
- Julien BASTIDE - délégué national, animateur du site conseilscitoyens.fr, en appui au réseau Bretagne et Pays de Loire,
- Juliette DEMOULIN - déléguée nationale en charge de l'ensemble des questions liées aux territoires (politique de la ville et ruralité), le droit aux vacances et l'appui au réseau en Île-de-France,
- Jean Luc GROBOIS - délégué national, sur l'axe qualification des acteurs et l'appui au réseau en Nouvelle Aquitaine,
- Xavier LIONET – délégué général adjoint en charge de l'accompagnement des délégués FCSF sur l'appui au réseau, l'adhésion reconnaissance, le CTN,... et sur l'action en lien avec les élections municipales « 400 élus fiers de leurs Centres sociaux »,
- Nicolas OBERLIN - délégué national, en charge des ressources internes FCSF, de SENACS et de l'appui au réseau en régions PACA et Hauts de France,
- Benjamin PIERRON - délégué national, en charge du suivi des actions « jeunesse » et l'organisation des actions phares, notamment sur la préparation du Congrès 2021, et de l'appui au réseau en Grand Est,
- Denis TRICOIRE - délégué national en charge de la communication influence, la protection sociale et de l'appui au réseau Bourgogne Franche Comté, Centre Val de Loire,
- Patricia BRENNER - déléguée nationale en charge de la fonction ressources, des thématiques culture, discrimination, Europe, et de l'appui au réseau Occitanie

Les chargé(e)s de mission

- Anouk COHEN, chargée de communication, animatrice de la plateforme cestpossible.me, coordinatrice du magazine C'est Possible ! et contributrice à conseilscitoyens.fr
- Maïa CORDIER, chargée de mission Europe, qualification des acteurs et communication influence,
- Ayate BEN SALEM, chargée de mission suivi du réseau et ASL
- Roman ORINOWSKI, chargé de mission motion jeunesse.
- Isabelle FOUCHER, chargée de mission Congrès 2021 et qualification des acteurs

Pôle Gestion

- Dalila BELABBAS-BENGRRAA, responsable du Pôle
- Miguel LEITE, comptable
- Minh NGO, comptable

Pôle des Assistantes

- Malika CLUZE, coordination globale de l'accueil FCSF et qualification des acteurs
- Nathalie BARRAUD, accueil, suivi des instances, dispositif droit aux vacances et mise en forme des supports de communication.

Les chargé(e)s de mission thématiques

Enjeux de prévention et solidarité entre les âges sur les territoires

- Luc ROUSSEL
- Frédéric MOREAU

Droit aux vacances

- Manuel PINEAU
- Herve HAUDIQUET
- Mélanie CARON
- Guillaume SAMSON
- Franck MOHIMONT
- Claire THIERRY
- Chantal THOLOZAN
- Elisabeth LEDUC

Groupe stratégique influence

- Jean-Luc GROLLEAU

Développement du réseau

- Serge LEGER
- Sandrine DUMESNIL
- Corinne MORELLI
- Christian DUMORTIER
- Georges BRAY
- Caroline CARRERE

Mission culture et Paroles partagées

- Thierry LEGER

CTN - Correspondants régionaux du Comité Technique National pour la gestion du Fonds mutualisé

- Raymond PETERSEN
- Christiane ZIMMER
- Georges BRAY
- Raymond JEGOU

[pour plus de détail, voir également le rapport "Fonds mutualisé 2018"]

Service civique

- Audrey LLOPIS
- Agnès FRANCOIS
- Olivier JOULAIN
- Nathalie MARECHAL
- Fanny TESSON
- Anne-Laure GUIDICELLI
- Clara STERN
- Bastien LERAY
- Sylvaine ANTOULY

Réseau Jeunes

- Christophe ZUNINO

Formation des bénévoles

- Sylvie LAMBERT

La FCSF dans un réseau mondial

Dans le cadre de notre participation au réseau IFS, du 18 au 23 février, deux administrateurs de la FCSF et une déléguée, ainsi que des membres de l'IFS de Suède et Finlande, une partenaire d'Italie, ont participé à une rencontre sur les questions de jeunesse à Rabat, organisé par l'organisation Alternative pour l'Enfance et la jeunesse (nouveau membre IFS). Elle s'est faite dans le cadre de la participation au troisième Forum parlementaire pour la justice sociale sous le slogan : "Les défis de la justice sociale et spatiale et les bases du nouveau modèle de développement". Au programme : des rencontres d'associations à Tiels et Fès, une contribution à une conférence internationale sur le thème "les Politiques Publique des

jeunes: expériences et regards croisés".

La FCSF a participé en juin dernier à la conférence de l'IFS ("Democracy, is it in Danger ?") qui a réuni 300 participant.es du réseau mondial. Elle a présenté un atelier sur le thème des tables de quartier ("Are District Tables really democratic spaces ?"). Du 2 au 5 octobre, la FCSF a accueilli pour une visite d'étude, une délégation de 24 personnes de l'organisation Alternative pour l'Enfance et la jeunesse. Elle a proposé un programme qui leur a permis de découvrir des centres sociaux de Rennes et de Paris, d'échanger avec des animateur.rice.s jeunes sur le travail jeunesse, de rencontrer des partenaires institutionnels comme le CGET et associatifs comme le Cnajep, la CFNR et la FFMJC.

La FCSF est soutenue par



Fédération des centres Sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

10, rue Montcalm - BP 379

F-75869 Paris Cedex 18

<http://www.centres-sociaux.fr>

Tél. 01 53 09 96 16 - Fax : 01 53 09 96 00

Email : fcsf@centres-sociaux.asso.fr